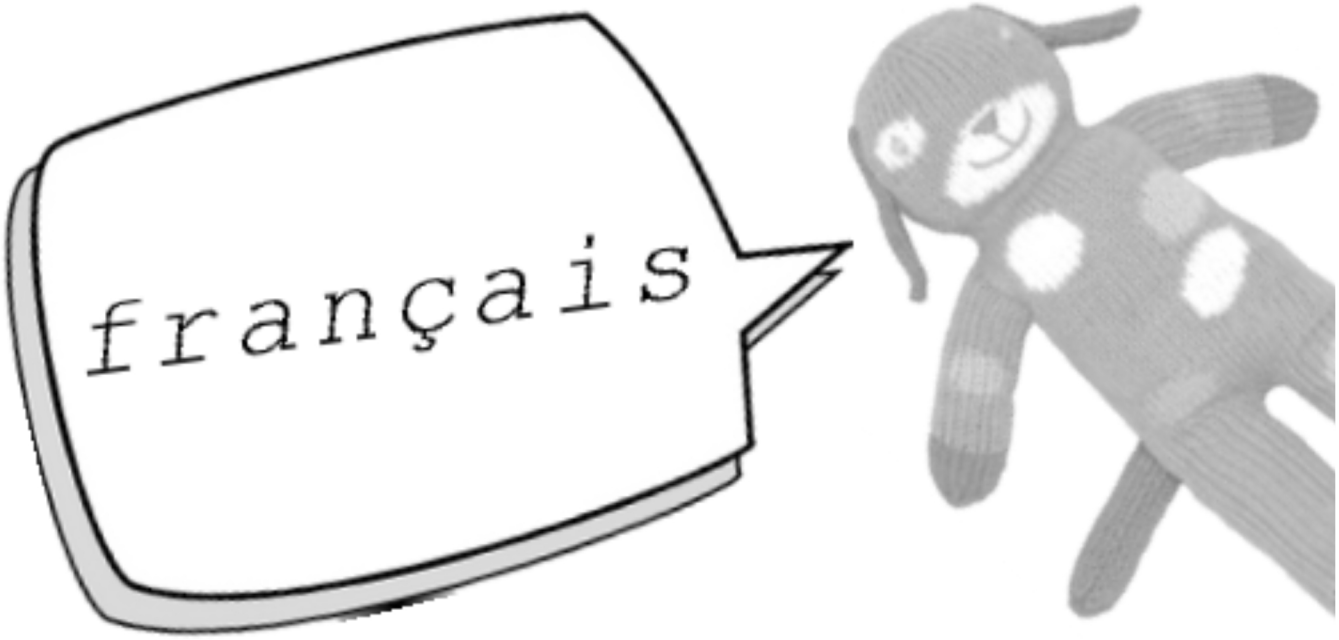
pga

political reader



BELLEVUE

Autonomie matérielle en milieu capitaliste

présentation of the host places :

We are a collective of seven adults and two babies. We have been living in a farm located on Le Plateau de Millevache (700m alt., Limousin, central France) for one year. Some of us grew up in cities, others in the countryside.

The forests that cover the surrounding hills once sheltered one of the first units of the French Resistance during World War II. Fifty years ago, the teacher of a nearby village refused to serve when he was drafted for the War in Algeria. The war memorial in another village is one of the few pacifist memorials in France: after World War I people decided to engrave “Maudite soit la guerre” (“Damned be war”) on it. Since then, it’s said that people here do not allow themselves to be pushed around. Since the seventies, people have regularly come from cities to settle in this land and try out more autonomous ways of life: shared bulk buying, self-built housing, alternative press, organic farming, cooperative sawmill, diverse sorts of non-monetary exchanges (swap, bartering…), etc.

We are interested in the spirit of these practices for its political content, even if this content is not explicitly stated. The social networks associated with these practices have also been a great help to us in settling in the area.

We draw from it, as we feed it, something to enforce our collective project: we are beginning to obtain autonomy with respect to the capitalist system and the state. For many reasons, the countryside is an appropriate place for this; so we came here. More than food self-production (in the farm there are currently seven goats, four beehives, rabbits and poultry, a big vegetable garden, a bread oven and some of us want to start cow-milk production), we also need to organise on a larger scale for

Autonomie matérielle en milieu capitaliste

Introduction abstraite

L’autonomie politique, entendue comme capacité à décider en connaissance de cause des règles et des institutions nécessaires à la vie à plusieurs - que ce soit au sein d’un collectif, d’une communauté, d’un ensemble de communautés, d’une région… - n’est pas grand chose sans autonomie matérielle. Quelle maîtrise de nos vies si, pour la nourriture, la santé, le logement… nous avons recours au marché ou à l’Etat ? Autrement posé, l’autonomie politique a-t-elle un sens sans autonomie matérielle ?

Nous entendons par autonomie matérielle l’état dans lequel une personne, une famille, un collectif, une communauté… peut satisfaire ses besoins matériels avec le minimum de contraintes imposées par l’extérieur, ou encore, leur capacité à pouvoir choisir les contraintes associées à la satisfaction de leurs besoins matériels.

L’identification et le choix de ces contraintes est inséparable d’une vision du monde, stratégique et éthique. Il s’agit autant de limiter ses dépendances à l’égard de telle ou telle source de biens matériels (Etat, marché…) que de construire un monde avec ses relations, ses outils, ses fonctionnements collectifs, etc. L’idée sous-jacente est bien que les formes de production, de propriété, d’échanges et de consommation ne sont pas neutres, mais produisent en partie la société. Autrement dit, au matériel est lié l’immatériel, le social.

everything that is more difficult or less interesting to produce at home such as clothes, means of transport, books… While necessary, this quest for material autonomy is not for us an end in itself. In variable proportion according to individuals in the collective, the objective is (1) to dismantle the capitalist system, (2) to make it possible to build a life free of the constraints imposed by our integration with the capitalist economic system and by conformity to State rules, (3) to create appropriate conditions in order to free ourselves from reasoning and behaviour embodied by years of education. We have thought out our internal organisation in order to limit personal specialisations and to favour sharing of skills and knowledge. The collective's members rotate the daily tasks (milking the goats, washing up, account keeping, yoghurt and bread making, etc.). Decisions are made by consensus during weekly meetings.

Our move to the countryside is not only politically motivated. It is also a result of discontent about town life: primarily concern about pollution and lack of space. Some of us like to say that concrete is an insulator; it cuts those who live in it off from the source of their means of subsistence (energy, food…). They add that town is not appropriate for life. Our countryside is also a place where there is space to live and a community spirit to make a better life. The way we choose to live allows those who want to, to find a rhythm and a pace of life that suites them. They can fully feel spring starting up and the pause announced by the arrival of winter.

Having said this, many questions still arise. Among them: How do we organise the relationships between individuals, pairs and the collective? What education for the kids? How to get the necessary money without the constraints imposed by the outside world? How to exchange without trading with people close to us? How to balance between our will to avoid personal specialisation on one hand and to ensure quality and continuity in things we do on the other hand?

Au-delà de la satisfaction de ses besoins matériels, il s'agit aussi de la satisfaction des besoins matériels des autres. Ou comment une personne, une famille, un collectif, une communauté… décide de participer à la satisfaction des besoins matériels d'autres personnes. La question étant alors de savoir quelles sont ces autres personnes : voisins et voisines, amis et amies, parents, clients…

D'une manière générale, avec qui et comment voulons-nous nous lier matériellement ? De qui voulons-nous dépendre, par défaut (le moins pire), ou par enthousiasme (être en situation d'interdépendance avec des personnes que l'on aime, que l'on estime) ?

Plus largement encore, c'est de notre lien avec la matière dont il est question : les objets, l'énergie, la terre, etc, que nous produisons, utilisons, détruisons, jetons… chaque jour.

Concrètement à Bellevue

Coopérative d'achat, circuits courts, auto-construction, médias alternatifs, agriculture bio-dynamique, scierie coopérative, trocs en tout genre… existent autour de chez nous.

Nous avons aussi pris connaissance du fonctionnement de la coopérative d'utilisation du matériel agricole, la Cuma Vivre dans la Montagne Limousine, de l'existence multiséculaire des sectionnaux et communaux, c'est-à-dire des terres gérées collectivement par les habitants d'un hameau ou d'un village ou bien encore nous avons assisté à la création de la Société Civile Immobilière Chemin Faisant, sorte d'outil collectif d'accès au foncier et au bâti.

De notre côté, nous avons pratiqué différents modes d'échanges notamment au travers de la fournée de pain du dimanche ou des coups de mains pour gardes d'enfants, foin, carrelage etc. Il y a des personnes à qui nous avons pu tour à tour vendre, puis troquer et parfois donner le pain. Des familles desquelles nous avons accepté le paiement de la garde d'enfants, puis l'échange du même service, enfin des gardes que nous faisons

sans réciprocité apparente. Il y a des entreprises auxquelles nous demandons des produits en échange de coups de mains, d'autres où nous achetons mais aimerions plutot échanger, etc.

Cet environnement a stimulé nos réflexions sur les questions suivantes :

1. Pourquoi vouloir produire du matériel localement utile ?

Il s'agit de prendre sa part dans la production matérielle, de ne pas laisser les travaux pénibles à celles et ceux qui n'ont pas eu le choix (ouvriers agricoles d'ici et surtout d'ailleurs, par exemple) ni de vivre sur l'activité d'autres personnes comme c'est le cas de nombreux salariés associatifs qui ne seraient rien sans les "artistes" qu'ils font "tourner", les "porteurs de projets" qu'ils "accompagnent", les "jeunes" qu'ils "mettent en réseau"… mais être à la source. Se sentir lié à la matière, participer à toute la chaine de production (de la graine à la conserve, du tronc à la maison, de la mise bas au fromage) pour donner du sens et accomplir des tâches variées, nourrissantes.

Notre coin est comme une réserve de nature dont les chambres d'hôtes et autres gîtes ruraux permettent aux travailleurs de la ville de venir y reconstituer leur force de travail. Ils ne verront pas les "maisons de retraite", les "instituts médico-éducatifs" et autres "foyers occupationnels médicalisés" qui cachent les "improductifs", les "invalides" rejetés de leurs familles, de leurs quartiers, de leurs hameaux. Une infime partie de ce qui est consommé ici y est produit. L'agriculture produit bien des bovins de qualité mais pour être envoyés à l'engraissement en Italie. Les exploitations s'agrandissent, les sols s'appauvrissent.

Il y a donc du sens à produire chez nous, pour que tout ne viennent pas d'ailleurs, pour que nous rétablissions le lien entre ce que nous mangeons, la maison dans laquelle nous vivons et celles et ceux qui ont cultivé les légumes, ont fabriqué les matériaux de construction…

2. De qui voulons-nous dépendre ?

Produire, donc transformer de la matière pour la redistribuer à un niveau local, pour renforcer nos communautés. Ceci posé, il reste que nous avons besoin d'un peu d'argent, de ces petites pièces de monnaie sonnantes et trébuchantes. Pour l'essence, pour les factures d'eau, de téléphone et d'électricité, pour les investissements qu'on ne peut simplement troquer. Cette monnaie nécessaire nous relie au système capitaliste et à la société française et européenne tenue sous la loi du marché. Ce lien que nous critiquons, nous faisons le constat qu'il nous est impossible de le rompre. Nous serons toujours dépendant d'une source de financement impliquant des euros. Du coup, la question du choix de notre dépendance se pose.

Nous pouvons choisir de vendre une partie de notre production à ceux qui ont de l'argent pour l'acheter, soit, dans notre région, les touristes principalement entre le 14 juillet et le 15 août, ou, ailleurs, les habitants des grandes villes amateurs de bio cher. Au delà de l'intérêt stratégique, il reste que cette solution pose des questions éthiques du type de relations dans lesquelles nous entrons ainsi, et du rôle que nous endossons, celui de petits producteurs rustiques, dont la production est plus consommée pour sa valeur symbolique que sa valeur d'usage.

Nous pouvons préférer dépendre des contribuables via les revenus sociaux (RMI, allocations familiales…). Cette solution nous donne beaucoup de temps pour faire autre chose que gagner de l'argent. Le problème principal est que cette situation disqualifie aux yeux des autres (les contribuables, pas tous) notre démarche critique. Ces derniers en viennent parfois à refuser toute relation.

Nous pouvons dépendre des contribuables via, cette fois-ci, les subventions (en devenant salariés associatifs, avec un salaire payé par les aides et les subventions). Cela peut nous laisser une grande liberté (s'auto-employer, ne pas être dans des relations marchandes avec le "public"), mais une liberté bien restreinte par

le temps passé à chercher ces sous, cet argent soumis à la volonté des donateurs. Une dépendance qui pourrait nous amener à modifier nos idées en fonction des critères d'attribution des subventions.

Nous pouvons choisir de travailler ailleurs, hors de notre quotidien, comme salarié. Une source d'argent stable, mais un décalage difficile à gérer entre deux monde (le boulot et le projet collectif qui demande aussi du travail).

Nous pouvons enfin vendre notre production en priorité aux personne proches géographiquement. Solution éthiquement convenable si l'on souhaite se relier à nos voisins et voisines par l'intermédiaire de ce que l'on peut leur fournir. C'est participer, prendre notre part à l'organisation de la production au niveau local, et agir sur les échanges et la consommation locale. C'est obtenir une reconnaissance sociale. C'est poursuivre ce que l'on affirmait plus haut, cette nécessité de produire matériellement localement. Le négatif, c'est d'abord que cela ne nous assurera pas une entrée d'argent suffisante car il y a peu de richesse monétaire par ici, et puis, c'est que la relation établie avec nos voisins devient dans ce cas une relation de vendeur à client. Est-ce qu'alors d'autres types d'échanges ne sont plus envisageables avec ces mêmes personnes ?

C'est l'objet du point suivant : comment échanger ?

3. Quels modes d'échanges pour quels produits ?

Nous nous interrogeons ici sur le type de relation à l'autre, produit par les différentes façons d'échanger. Soit :

•l'échange marchand de type marchandise contre monnaie,

•l'échange marchand de type marchandise contre marchandise (troc), la valeur des marchandises étant fixée selon les prix du marché,

•le troc qui se fonde sur une autre conception de la valeur, discutée préalablement entre les personnes concernées : temps de travail, valeur d'usage…

•l'échange sans calcul formel, la valeur étant laissée à l'apprécation de la personne qui rend ce qu'elle estime juste selon les critères qu'elle se donne – qui peut être le degré d'amitié ou de soutien à l'activité de l'autre, les intérêts communs… Par exemple, je décide de te donner du foin parce que je trouve cela important que tu puisses continuer à faire ce que tu fais (valeurs partagées).

Nous ne parlons pas ici de don, qui est un acte spontané et qui ne demande pas un rendu dans l'esprit de celui qui donne – quoique le dernier type d'échange se rapproche du don.

Au-delà du fait de se relier à l'autre, l'échange à une valeur également parce qu'il permet de vivre matériellement, et aussi de promouvoir un idéal politique – développer l'autonomie matérielle du territoire… C'est a partir de tous ces critères qu'il faut juger les échanges pratiqués.

Lien de producteur à étranger (quelqu'un qui nous paie ne nous donne" rien de lui, il repart sans qu'aucun lien ne demeure), lien d'interdépendance, de confiance mutuelle, reconnaissance de la personne à travers sa production (il y a un peu du voisin dans la meule qu'il nous a échangée…). Nous quittons le monde des choses pour parler des personnes qui sont derrière. La question de comment échanger est liée à celle de communauté et de commun : avec qui sommes-nous et avec qui désirons-nous nous lier ?

4. Quelle communauté, quels communs ?

"Communs" et "communautés" sont des concepts pivots pour organiser notre pensée et nos pratiques alternatives, étant entendu que que les enclosures et la compétition façonnent la pensée de nos "maîtres".

Les communs, ou communaux, sont des biens organisés et protégés en commun. Ils servent à combler des besoins sociaux par des moyens non-marchands. Ils permetttent un accès direct à la richesse sociale, direct car non médiés par

les relations marchandes compétitives. Les communs sont nécessairement créés et portés par des communautés, c'est-à-dire des réseaux sociaux d'aide mutuelle, de solidarité et d'échange qui ne réduisent pas aux forment marchandes.

Les formes de communs sont diverses et émergent souvent dans des luttes contre leur négation (privatisation, exploitation de l'environnement…). Par exemple, autour de chez nous, nous pouvons transformer des biens privés en communs : bout de terrain pour jardin collectif, four à pain ouvert à tous, voitures partagées. La fontaine du village où coule une eau de source est un commun à préserver. Les sectionnaux sont des terres communes à tout un hameau.

L'effet crucial immédiat de la lutte pour les communs est qu'elle limite l'accumulation capitaliste, ce sont des biens qui échappent à des possiblités d'exploitation pour le profit, qui sortent de cette logique individuelle mais aussi de cette logique utilitariste : un commun n'a en effet pas seulement une valeur parce qu'il rend des services à des individus, il a aussi une valeur parce qu'il concrétise et donne un fondement stable à une communauté au sein de laquelle les générations peuvent se succéder.

Pour organiser l'utilisation et la protection d'un commun, nous devons rassembler les personnes susceptibles de participer à une communauté et définir des modes de participation, de prise décision. Commun ne signifie pas "ouvert à tous", mais bien ouvert aux personnes qui se reconnaissent dans un projet, des valeurs ou un territoire commun, des personnes reliées.

D'où nos réflexions ici : quels outils mettre en commun pour renforcer l'autonomie matérielle : jardins, parturages, four, moulin… Et avec qui ? Tous les habitants du village ? Le réseau de celles et ceux qui partagent nos valeurs ? Il est difficile de créer une communauté seulement sur une base territoriale – selon notre expérience; mais cette base reste essentielle si on ne veut pas passer notre temps à communiquer avec des gens loin (transports, internet…).

De la marginalité subie à l'autonomie choisie

Les discriminations et les mécanismes d'exclusion sociale ou économique, présents dans la plupart des sociétés, sont très actifs dans le système dominant actuel, fondé sur des principes individualistes de compétitions, de concurrence, d'insécurité sociale, de peurs des autres, de repli sur soi ou sur des groupes de semblables : milieux socio-culturels, nationalisme, xénophobie, conflit inter-religieux. Indépendamment des systèmes d'aide sociale et des actions caritatives qui permettent à certains de survivre matériellement, ces attitudes et ces mécanismes relèguent et maintiennent à la marge de la société des personnes et des groupes sociaux bien identifiés : SDF, étrangers, jeunes de banlieue, familles du quart-monde, personnes étiquetées comme « cas sociaux », « handicapés mentaux », « sans qualification », « sans emploi », « sans abri », « sans papiers », … Ceux-ci sont souvent condamnés à choisir entre 2 alternatives : lutter pendant des années dans l'espoir de rejoindre un beau jour, peut être et à grand-peine, le peloton qui pédale dans le « métro-boulot-conso », ou se résigner à survivre dans la débrouille ou dans des relations d'assistance et de dépendance qui prive chacun-e de la maîtrise de ses conditions d'existence et du sens qu'il ou elle souhaite donner à sa vie.
Parfois proches, parfois loin de ces personnes qui subissent une marginalisation forcée par rapport à la société dominante, des groupes tentent de se libérer du système pour construire leur vie sur des bases plus proches de leurs valeurs communes et de leurs utopies, en rupture et souvent en opposition avec les valeurs, les modes de vie et les rapports de pouvoir dominants.

Qui sont les acteurs de ces aventures ? Cette possibilité de choisir librement notre chemin en fonction du sens que l'on veut donner à nos vies est-elle réservée aux aventuriers dont le milieu social d'origine, le parcours scolaire, associatif

ou militant, les ouvertures, les rencontres ou les lectures, ont facilité cette prise de conscience, la recherche d'alternatives et la capacité à construire avec d'autres cet « autre monde possible » ?

En ville ou à la campagne, nos expériences « alternatives » ou « autonomes » sont-elles en contact, ouvertes ou partagées avec des personnes qui jusque là subissaient une marginalisation sociale plus qu'elles ne la choisissaient ? Peut-on dépasser les regroupements naturels entre individus socialement ou culturellement proches, pour construire des histoires communes avec nos différences d'origine ou de parcours ? Dans quel but ?

Les luttes sociales, le combat pour l'accès aux droits pour tous, sont-ils les seuls terrains de rencontre, de solidarité et d'action commune entre les uns et les autres ? Y a-t-il d'autres échanges à explorer, des passerelles à construire, des expériences de vie, des cultures, des attentes, des utopies à partager, des actions ou des projets à mener ensemble ? Sur quels
terrains ? Un ancien paysan turc exilé économique dans une banlieue européenne peut-il apprendre à un jeune néo-rural à cultiver des poivrons ou comment vivre simplement avec peu de moyens matériels ? Un atelier de création rap dans un quartier peut-il rassembler des jeunes en Nike et des squatteurs anarchistes ? Une personne qui vivait dans la rue trouvera-t-elle du sens et du plaisir à construire avec d'autres une yourte dans un environnement géographique et humain moins agressif ? Une association de chômeurs peut-elle se lancer dans la création d'une entreprise alternative autogérée ? …
Quel regard portons-nous sur les autres ? Savons-nous dépasser les « étiquettes » qu'on leur colle, ou sommes-nous aussi prisonniers de certains conditionnement sociaux ?

Se poser toutes ces questions, n'est-ce pas encore établir des distinctions pour mieux les dépasser ?

•Dans nos attitudes, nos fonctionnements personnels et collectifs, quels comportements facilitent l'ouverture, la prise en compte et le dépassement des différences, ou au contraire, imposent volontairement ou inconsciemment des codes, des normes, un langage, une culture commune, des jugements qui excluent celles et ceux qui ne les partagent pas au départ ?

Des personnes en détresse, en rupture ou en dérive, ou qui ont perdu le sens de leur vie, peuvent-elles reprendre pied dans un lieu de vie ou d'activités collectif et alternatif ou l'accueil, les rapports humains, les activités, et le sens partagé permettent à d'autres de trouver leur place, temporairement ou durablement ? A quelles conditions ?

Où situer le compromis entre avancer rapidement sur nos projets entre personnes assez proches (même si déjà bien différentes), autonomes, et engagées, ou prendre le temps de construire ensemble entre personnes aux parcours plus éloignés ? Comment établir des bases communes et des rapports équilibrés qui prennent en compte les apports et les limites de chacun dans différents domaines, pour ne pas retomber dans le piège de l'assistanat, ou du paternalisme de ceux qui sont convaincus de savoir ce qui est bien pour tous et d'être sur le bon chemin ?

Donc la vie communautaire, les activités vivrières autonomes ou les projets associatifs sont-ils plus propices à un partages des différences que les entreprises économiques mêmes « alternatives » qui, soumises à des contraintes de normes, de qualité, de productivité, ou exigeant de tous un même niveau d'autonomie dans le travail et d'engagements coopératif, peuvent reproduire, consciemment ou pas, la sélection et l'exclusion qui sévissent dans le marché du travail ?

Plus globalement, la recherche d'un « autre monde possible » à travers des expériences concrètes d'une autre manière de vivre et d'agir ensemble peut-elle provoquer un véritable changement social sans prendre en compte les mécanismes d'exclusion qui maintiennent tant de personnes à l'écart de toutes possibilités d'alternative ? Ou s'agit-il

d’une vaine utopie teintée d’altruisme bien pensant pour ajouter une touche de bonne conscience à nos belles aventures collectives ?

Le travail de l’atelier pourra tenter de répondre à certaines de ces questions (et à beaucoup d’autres) privilégiant le partage d’expérience des uns et des autres dans différents contextes en lien étroit avec nos visions du monde et de ce que nous voulons y changer.

Les corps, les soins et la société : l’autonomie dans la santé

Les questions suivantes sont incontournables dans nos recherches d’autonomie, et les raisons multiples. Il s’agit bien sûr de notre propre santé, comment on s’en occupe ?, quels en sont les enjeux et les impacts ?, quel lien entre santé et celle de notre société et de notre environnement ?

C’est pourquoi ce sujet sera abordé non seulement en termes de réflexion et de remises en questions, et sous forme d’ateliers pratiques et d’échanges de savoirs.

Approche générale

Faire disparaître les symptômes pour n’améliorer notre état qu’en apparence révèle ce que cette société nous dicte : le culte du beau et fort à tout prix afin de répondre aux exigences de performance, de rentabilité. Ces symptômes sont aussi ceux de notre déphasage face à une société aux fonctionnements hautement pathogènes pour ne pas dire cancérigènes.
Les facteurs qui nous retranchent dans ces mécanismes et participe à l’altération de notre état de santé tant physique que psychique et sociale : l’industrialisation, les « progrès » technologiques et scientifiques, la nucléarisation, le salariat, l’urbanisation, nos modes de vie, rapport au temps, perdre sa vie à la gagner, moyens de subsistance, déplacements, l’isolement (face à la gestion du quotidien, la place des personnes dépendantes et donc non productives dans la maladie, le handicap ou la vieillesse) etc… avec ce que cela engendre de rupture de liens aux autres, familiaux, et même une certaine déconnexion de nous même, des cycles naturels biologiques, de notre environnement naturel (mère Nature diront certains ou certaines).
Dans l’assistanat médico-chimico-pharmaceutique, outre les limites quant aux effets secondaires et au fait que cela ne résout pas tout et nous déresponsabilise, nous dépossède, il est nécessaire d’envisager plus largement l’incidence sur les sociétés et l’environnement. Que représentent l’industrie et la recherche pharmaceutiques ? On peut déjà évoquer l’impact environnemental en termes de production et de consommation, et le pillage des sociétés traditionnelles par le brevetage du vivant.
Quel rapport avons-nous à la santé et à la maladie, ce même rapport qui sous-tend celui à la vie, et à la mort ? Les maux ne sont ils pas aussi des signaux d’alarme pour nous signifier ce qui débloque, nous aider à réagir, mieux vivre, en décodant les messages de notre corps (pourquoi tel problème ou telle fonction ou partie de notre corps) ? C’est justement en se (pré)-occupant des origines réelles qu’on peut y trouver le remède.

Les points suivants feront particulièrement l’objet d’ateliers :

•Questionnement sur la médecine occidentale : rapport à la maladie, au corps, contrôle social sur les corps (pouvoir médical, sécurité alimentaire, risque zéro, jeunesse éternelle…).

•Autonomie à l’égard de l’industrie pharmaceutique par la constitution de pharmacie alternative : plantes sauvages et remèdes de grand-mère, de la cueillette à leur transformation, …

•Autonomie vis-à-vis des institutions psychiatriques : Où commence la folie ? Prise en charge communautaire des personnes en souffrance.

•Ré-appropriation de leur corps par les femmes (auto examen gynécologique, réduction des risques liés à la sexualité, démédicalisation de la maternité et de l'accouchement…).

•Pluralité des approches du corps et de ses soins : Une présentation de diverses pratiques.

Repenser nos rapports à l'enfance, à l'âge, l'école, au savoir…

Nous proposons de consacrer vraiment du temps à la question de l'enfance, des savoirs, de l'éducation et du rapport entre les âges. Pour nous, si l'AMP se définit comme une structure en lutte contre de nombreuses formes de domination (de genre, de pouvoir, de travail, racisme…) et de discrimination, le rapport aux « enfants », les relations et la participation de personnes d'âges différents à nos processus nous semblaient ne pas avoir encore été suffisamment considérés. Par ailleurs, lorsque cela a été esquissé, comme à Belgrade par exemple, ces réflexions n'ont réuni que des parents autour de leurs enfants. De même que le racisme ne concerne pas que les noirs et les questions de genre pas que les filles, ces questions nous semblent générales, transversales, et aussi théoriques que pratiques.

Pour ces rencontres, voici donc des pistes qui peuvent être modifiées, enrichies… Nous proposons de :

•Réfléchir à des notions telles que l'enfance, l'adulte, le statut de mineur, la protection, la parentalité…

•Observer et critiquer la domination des adultes sur les enfants, la pression sociale et le contrôle exercés dès le plus jeune âge (obligations de résultats scolaires, focalisation sur le contrôle de l'absentéisme, construction des établissement pénitentiaire pour mineurs), la répression des parents qui ne se soumettent pas aux critères des lois sur l'éducation et le contrôle social, l'obligation de dénonciation des représentants de l'Etat et des acteurs sociaux, la généralisation d'un rapport carcéral, répressif et médical à l'enfance (rapport de l'INSERM, rapport Bénisti, recours à la psychiatrie, médicalisation, « génétisme » déviant…). Comment construire des résistances face aux contrôles sociaux ? Comment créer collectivement d'autres rapports ?

•Inviter des jeunes ayant participé aux mouvements sociaux de ce printemps pour faire un retour sur ce qui s'est passé, nous parler de comment ça continue…

•Critiquer l'école et la scolarisation de la société. Quelle construction et transmission des savoirs ? Comment considérer et respecter la curiosité native des enfants et leur créativité ? Que faire des « pédagogies » ?

•Repenser notre rapport à la parentalité, nos choix d'éducation, nos modes de vie, nos rythmes…

Nous organisons petit à petit les formes de cette thématique, tout en laissant le maximum d'espace afin que chaque collectif, ou individu-e puisse venir partager ses propres réflexions, pratiques, luttes.

Par ailleurs, ces rencontres pourront facilement être un moment intéressant et agréable pour les enfants si nous faisons en sorte de :

•Trouver et organiser avec les enfants un endroit où ils/elles puissent se reposer et jouer. Un endroit paisible, parmi nous, où ils/elles puissent vivre.

•Regrouper notre matériel pour diverses activités d'enfant pertinentes (théâtre, marionnettes, gravure, autoconstruction d'une aire de jeu…).

•Laisser ouvert un accès aux discussions, et avancer dans cette

dynamique commune de réflexion avec les enfants. Utiliser des formes créatives d'interaction (théâtre forum, marionnettes, jeux, émission de radio, écrits…),

•Préparer spécialement des ateliers pour présenter des thématiques, partager avec elleux certaines de nos pratiques…

•Trouver et promouvoir des outils d'auto-organisation et leur permettre autant qu'ils/elles le souhaitent de partager notre organisation (assemblées, cuisine, construction, communication…).

Nous souhaitons aussi pouvoir faciliter l'accès et la disponibilité de femmes seules avec enfant qui font souvent face à des difficultés spécifiques.

Enfin, l'organisation de telles rencontres ne peut être l'affaire de quelques un-e-s. Il est possible de nous rejoindre vite dans cette aventure. Vous êtes, notamment, les bienvenu-es tout le mois d'août pour de nouvelles propositions, construire les structures d'accueil (dômes, chiottes secs, les douches, les abri-soleils, les espaces cuisines) nécessaires pour recevoir tout ce beau monde rebelle !

Quelques contributions et infos faciles à trouver

À propos de déscolarisation/unschooling

‣Site web sur l'unschooling en France

‣Livre de Catherine Baker « Insoumission a l'école obligatoire » de Catherine Baker, avec des compléments ici avec aussi un lien sur une interview de l'auteure, fichier audio emmission « offensive » sur RL
‣Une série de brochures « éducation / système scolaire » sur infokiosques.net. Et notament le texte « on voudrait nous apprendre a marcher en nous coupant les pieds »
‣Une contribution sur paris.indymedia.org « boycottons le systeme scolaire ou si le système scolaire était conçu pour enseigner quelque chose à quelqu'un ca se saurait »
‣Et plus généralement sur le refus des notions d'instruction et d'éducation, vous pouvez aussi taper les mots clefs et en particulier « unschooling » et « france » dans www.google.fr

À propos du contrôle social et de l'enfermement des mineurs

‣Le rapport délirant de l'inserm sur la prévention de la délinquance
‣Luttes des derniers mois contre la construction des EPM (établissements pénitentiaire pour Mineur-es) « Pas de prisons pour mineurs, pas de mineurs en prison, ni à Lavaur, ni ailleurs » et parmis celles-ci, l'occupation du chantier d'une prison pour mineur-es, nantes février 2006
‣La thématique du contrôle social sera également abordé lors du moment décentralisé à Lyon.

Quelques groupes en lutte

‣Collectif de jeunes qui se battent pour l'égalité des jeunes et des adultes en Allemagne : Kraetzae (KinderRÄchTsZÄnker)
‣Asfar (Americans for a Society Free from Age Restrictions)
‣ACS (Association for Children Suffrage)
‣Youthspeak

Et encore…

‣Droits des jeunes sur Wikipedia
‣Une interview de Christine Delphy sur la construction des genres, où elle aborde le statut des mineurs
‣A propos d'amalgames : « Autour de l'affaire Cohn-Bendit, libérer et protèger l'enfance » et « Pudeur et Débauche montent un bateau »

les lien sont sur la page: http://pgaconference.org/fr/2006/kids_and_ageism

COMMUNICATION NON VIOLENTE

Apprendre à parler de soi, à s'écouter pour mieux s'entendre et se comprendre. (2 ateliers prévus pour la semaine).

•Prendre conscience de ses projections et jugements pour pouvoir les dépasser (et ne plus engendrer cette «pollution» vis-à-vis de soi et de l'autre).

•Comprendre ses émotions, ce qu'elles veulent dire (ce qu'elles réveillent) et par là-même être conscients de ses besoins et en prendre soin.

•Ne plus parler sur l'autre (tu…, tu…, …) mais de soi (je…, je…, …) pour mieux partager son vécu, son ressenti et donc se comprendre.

•S'entrainer à une écoute empathique, bienveillante, à la fois de l'autre et de soi.

Telles sont les «ambitions» de ces ateliers de communication non-violente (néanmoins artisanaux et en évolution) pour une approche de ces pratiques à travers des exercices, petits jeux, mises en situation, échanges, etc.

L'Écologie capitaliste : développement durable ou apocalypse palpable ?

Depuis un demi-siècle, les ressources énergétiques disponibles sur la planète ont diminué de manière exponentielle de par les activités humaines de plus en plus « énergivores » pour les soi-disant « bien être » et « confort » de l'humanité. Ainsi, depuis 1970, le contexte énergétique mondial est en mutation et subit une crise généralisée.
« L'humain-e » a perdu le contrôle, car au lieu de s'approprier les outils et moyens de production de ces ressources, il-elle s'est approprié leur exploitation déraisonnée et incontrôlée. Cela a entraîné une iniquité face à l' accès et l'utilisation de ces ressources : 20% de l'humanité consomme 80% des réserves naturelles, c.à.d. l'équivalent de 4 planètes si cette consommation se généralisait. En outre, les ressources énergétiques nécessaires à cette exploitation deviennent de plus en plus compliqués et coûteuses à extraire.
Il y a une vingtaine d'années, le concept de « développement durable » a alors été inventé. Cette idéologie économiste (qui brûlera, nous l'espérons, aussi vite que le pétrole) consiste à faire perdurer une consommation démesurée des énergies disponibles et maintient comme seul objectif la rentabilité financière des belligérant-es politicien-nes industrialisé-es, mais en permettant par différents outils (inculcation et diffusion de la notion d' « éco-citoyenneté » délocalisation et décentralisation des entreprises productrices ; financement de recherches scientifiques pour gérer les pollutions engendrées…) une planification de leurs activités mercantiles. Par ce biais, on nous encourage à « sauver l'environnement de la planète » pour nos enfants, en impliquant chacun-e à devenir un-e éco-citoyen-ne consciente, afin que « Total » et consort puisse continuer à exercer une « exploitation durable » sur le plus long terme possible.

Le modèle de société industrielle actuelle nous enlise, de plus en plus, dans un système de pensées et de pratiques liées aux principes (« hallmarks ») du marché capitaliste sauvage, dont le « maître » slogan est libéralisation dont les conséquences effectives ne sont que destructions. L'environnement n'échappe pas à cette règle établie ; l'espèce humaine ne connaîssant pas de limite dans sa recherche de domination. En effet, les catastrophes écologiques, dites accidentelles ou « naturelles », se font de plus en plus fréquentes et violentes : le « nuage toxique » de l'Union Carbide à Bhopal (1982), l'explosion d'un réacteur nucléaire à Tchernobyl (1986), la « marée noire » déversée par l'Erika à Pen marc'h (1999), l'explosion de l'usine chimique A.Z.F. à Toulouse (2001), le cyclone Katrina dans l'Est des Etats-Unis (2005)…

Là où parfois « la rue » possède ses limites dans sa rébellion ; « la nature » n 'en possède aucune dans sa destruction apocalyptique humaine. L'apocalypse pourrait prendre plusieurs formes, une qui semble plausible et la plus proche de nous serait nucléaire. On nous parle de « révolution » avec ces nouvelles centrales où les atomes fuseront, « révolution » qui pourrait semble-t-il aboutir à la fission de l'humanité.

Si elle veut survivre, deux alternatives s'offrent alors à l'humanité :

- Se réapproprier les moyens et outils de nos ressources et consommation énergétiques
- Muter en « cyber-humain », être « technologifié » qui aura la capacité non négligeable à absorber et être indifférent à toutes pollutions écologiques terrestres, ainsi que toutes relations sociales et émotionnelles.

Ces rencontres permettront de discuter, débattre et analyser en quoi notre mode de consommation capitaliste « à l'occidentale » agit, à tous les niveaux, sur les moyens de production et l'utilisation de l'énergie. Nous nous interrogerons sur les impacts (« empreintes ») écologiques de tous les éléments en rapport à ce mode de vie l'alimentation, le transport, le confort matériel, etc. en les liant à leur production et leur

consommation énergetique.
Nous essaierons d'appréhender, en parallèle, le rôle vital de développement d'alternatives sensées et conscientes afin de (re)devenir autonomes sur nos productions, et « déconstruire » ainsi les besoins virtuels imposés par le marché. Il sera intéressant de comprendre les enjeux de ces pratiques dans notre recherche d'autonomie matérielle et politique vis à vis de l'Etat et du capitalisme ; tout en gardant à l'esprit que nous avons tous et toutes des rapports, plus ou moins importants mais existants, aux outils technologiques industriels polluants (téléphones portables, ordinateurs…) que nous critiquons, voir décrions.

Quels sont donc les limites que nous nous imposons entre nos besoins vitaux, notre confort et notre conscience écologique ?

Pensant que notre recherche d'autonomie passe aussi par les modes de transmissions et d'échanges que nous choisissons de développer entre nous il nous semble important de partager nos savoir et expériences, libres de finances mais pas d'intérêt, sous forme d'ateliers qui seront assurés par des personnes « non spécialistes » mais néanmoins connaisseuses de pratiques écologiques auto-construites (chauffe-eau solaire, moteur automobile à huile végétale, phyto-épuration…).

A lire, visionner, critiquer et agrémenter...

Brochures

(diffusées dans tous les bons infokiosques de vos quartiers ou disponibles sur demande à iann(at)no-log.org)

Pratiques

- **« Cuiseurs solaires pliables » (R. Bernard)**
- **« Construire une douche de jardin » (P.Bartholomé)**
- **« Mécanique des fleurs-adaptation des véhicules diesel pour rouler aux huiles végétales » (Réseau pétales)**
- **« Rouler à l'huile de Tournesol-pourquoi et comment mettre des fleurs dans son moteur ?" (T.Plassard)**
- **« Four à pain en terre »**
- **« Fiche technique pour réaliser des toilettes sèches d'appartement »**
- **« Manuel de la bière maison »**

Agriculture

- **« Un potager expérimental derrière l'Espace autogéré »**

http://squat.net/espaceautogere/

- **« Un modéle agricole fou-La vache folle : causes et agents » (J.P.Berlan)**
- **« OGM : fin de partie » (Quelques ennemis du meilleur des mondes)**
- **« Végétalisme et écologie »**

http://squat.net/espaceautogere/

- **« L'agriculture de destruction massive-Les conséquences sociales et écologiques de l'agriculture intensive »**

http://www.les-renseignements-genereux.org

Nucléaire

- **« La réalité dépasse la fission-voyage fantastique au royaume atomique »**
- **« Alerte atomique-Le champ radioactif » (Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté)**
- **« En finir avec le nucléaire et son monde »**

Divers

- **« Panorama énergétique : situation et perspectives »**
- **« Pourquoi n'y a-t-il plus de gorilles au Brésivaudan - le téléphone portable, gadget de destruction massive »**

http://www.piecesetmaindoeuvre.com/

- **« Eternit : le blanchiment de l'amiante sale » (R.F.Ruers (CAOVA))**
- **« Qu'est-ce que l'écologie sociale ?" (M.Bookchin)**
- **« Réflexions sur l'écologie sociale »**
- **« Funny Weather we're having at the moment isn't it dear ?"**

Revues

- **« S!lence » (337-été 06-écrits sur Tchernobyl et contacts larges de réseau « énergies-environnement »)**

http://www.revuesilence.net/

- **« La décroissance »**

http://kropot.free.fr/Silence-decroissance.htm

- **« L'écologiste »**

http://www.ecologiste.org/

- **"1 degré de plus » - réseau « Les petits débrouillards » (destinés aux enfants)**

http://petitsdebrouillardspc.ouvaton.org/

- **« L'État de la Planète magazine »**

http://delaplanete.org/

Livres

- **« Elf : la pompe Afrique » (N .Lambert / 2004)**
- **« Alerte aux vivants-pour une renaissance agraire » (P.Gevaert / 2005)**
- **« Objectif décroissance-vers une société plus harmonieuse (V.Chenet / 2003)**

Films

- **« Alerte à Babylon » (J.Druon / 2005)**

http://www.voiretagir.com/fiche_film.php?id=28

- **« Nucléaire : jusqu'ici tout va bien » (Réseau « sortir du nucléaire » / 2004)**

http://www.sortirdunucleaire.org/

- **« Elf, la pompe Afrique : affaire d'etat mode d'emploi » (Nicolas Lambert / 2006)**

http://www.dvdelflapompeafrique.com/

- **« Auto-constructions » (CD Rom)**

aussi

- **des brochures et textes en html et pdf**

http://www.infokiosques.net/ (Français)
http://www.infoshop.org/ (English)

- **Une multitude d'infos, vidéos, fiches techniques d'autonomisation énergétique sur sur le site de la Z.A.P. (Zone d'Autonomie Permanente)**

http://zapons.org/

- **manifeste négawatt**

http://www.negawatt.org/telechargement/Manifeste%20nW%20v2.pdf

DIJON, ÉSPACE AUTOGÉRÉ DES TANNERIES

La possibilité de lutter tient souvent en premier lieu au fait de se réapproprier collectivement un espace « autonome »

pr sentation du lieu d'aceuil:

L'Espace Autogéré des Tanneries est un centre social autonome, qui accueille des activités politiques, subversives et sociales dans un environnement post-industriel. Il a été ouvert en 1998, et a atteint un certain degré de stabilité après des années de lutte contre la mairie de la ville, qui est propriétaire du bâtiment.

Qu'il s'agissent de squats urbains, de terrains achetés, négociés, ou réappropriés à la campagne, de bâtisses restaurées ou autoconstruites, de lieux nomades ou temporaires, de centres d'activités et/ou de maisons d'habitation, ces espaces ressources et refuges ont été, en Europe tout au moins, au coeur de brassages d'idées et de personnes, permettant une continuité et un renouvellement des luttes et pratiques radicales et anticapitalistes au cours des dernières décennies.

Le fait de disposer d'espaces autonomes, ruraux et urbains, où pratiquer l'autogestion, produire, mettre en place des actions et offensives, nous est crucial, que ce soit en tant que mouvement de changement social radical ou à une échelle beaucoup plus individuelle.

Ces lieux diversifiés permettent notamment:

•de se loger dans un monde où l'on a pas accès aux formes d'habitation qui nous conviennent ou à une habitation tout court, et de remettre en cause l'accumulation de biens et la sacro-sainte « propriété privée »;
•la mise en commun et échanges non-marchands d'objets, outils et savoirs…
•l'expérimentation de modes de vie et d'organisation en collectif qui s'autonomisent, au moins partiellement de l'Etat, du travail salarié et de la société marchande, qui permettent de casser un peu le cloisonnement de nos vies entre travail salarié, vie privée, loisirs & militantisme… et de montrer par la pratique que c'est possible;
•la production de textes, d'outils de diffusion et de médias indépendants;
•d'avoir une base pour des rencontres et projets, des lieux de prise de contact et de sociabilisation, de préparation et de convergence pour des actions…
•du « Do It Yourself », du recyclage et de la construction, des
activités de production agricoles, énergétiques, artisanales…
•la création et la diffusion de « cultures » et de mode vies subversifs;

Ces espaces, interstices de libertés incontrôlées, sont à ce titre des cibles prioritaires des pouvoirs en place

Dans certains pays européens, des offensives étatiques déterminées ont déjà fortement compromis l'existence de lieux d'habitation collective et d'activités politiques autonomes.

À l'heure actuelle, en France, ces espaces sont menacés. L'État cherche à imposer un cadre légal encore plus répressif et les autorités semblent de plus en plus promptes à réagir face aux squats de précaires, de sans-papier-e-s et à un certaine recrudescence dans de nombreuses villes en France de squat dit « politiques ». Des incendies meurtriers d'immeubles de sans-papier-e-s ont par exemple été instrumentalisés l'été dernier pour accroître les expulsions et mesures contre les lieux squattés.

En milieu rural, l'accès au foncier est de plus en plus dur et les enclaves communautaires se trouvent aux prises avec les normes d'hygiène, de sécurité et la colonisation bourgeoise et

touristique.

En France, malgré les nombreux liens existants entre collectifs, les structures formelles d'échange de savoirs et de solidarités sont peu développées. La nécessité de construire un rapport de force conséquent sur l'accès à l'espace et aux terre face à l'État et aux propriétaires

devrait nous questionner sur les possibilités de (re)créér des réseaux, alliances et stratégies communes.

Malgré certaines envies et quelques pratiques effectives, les squats dit « politiques » restent souvent enclavés dans un « ghetto marginal » et ne créent pas toujours de liens direct avec les squats dit de « précaires », de « sans-papier-e-s », ou encore avec les luttes populaires menées dans certains quartiers contre la gentrification et pour le logement…

Cette conférence AMP/PGA devrait:

•être un lieu de débat sur ce que entendons par ces espaces d'autonomie et leur place dans une stratégie de changement social radical entre « alternatives » et « offensive », des liens de ces lieux aux mouvements sociaux et luttes qu'ils cotoîent;

•viser à informer des pratiques que nous menons en ces lieux, poser la question de ce que nous produisons matériellement et d'envisager comment accroître des échanges de tout type notamment dans un axe ville-campagne;

•être un lieu de mutualisation de nos expériences qui permette de s'inspirer de ce que font les un-es et les autres en terme de vie collective, d'activités, d'économie…

•mettre en perspective divers moyens de conserver ou d'acquérir des terres et des bâtiments, de les collectiviser ou d'en construire: squats, wagenburgh, négociations, achats coopératifs, prêt et baux précaires… avec les intérêts, dangers et parts de compromis que les diverses solutions peuvent impliquer;

•permettre la mise en place d'outils pratiques de solidarités entre divers types d'espaces: lieux d'activités, d'habitation, de sans-papier-e-s, des coopératives, des fermes, etc.

•permettre de réfléchir à ce qui peut nous cloisonner les un-e-s vis-à-vis des autres entre des lieux de « précaires », d'« activistes », d'« immigré-e-s », de « nomades », d'« urbain-e-s », de « ruraux-ales », à ce qui peut nous marginaliser et nous couper d'autres…

•questionner sur ce qui peut permettre du long terme, aussi bien des vieux & vieilles dans les espaces que des espaces qui vieillissent;

•permettre de discuter de stratégies de résistance communes face à la répression, aux normes que cherche à imposer l'État, aux expulsions.

•discuter des initiatives qui sont prises (ou pas) au sein de ces espaces pour faire évoluer les normes patriarcales, racistes ou hétérosexistes…

Voilà, on aimerait bien qu'il en ressorte des amitiés, projets et actions en commun.

On aimerait que des gens viennent présenter leur lieux, que l'on parle sérieusement et que l'on se raconte des histoires de barricades et de murs en paille, de récups et de potagers, d'infokiosques et de hacklabs, de concerts chaotiques et de lectures collectives, de relationnel, de fusionnel, de rôles, de genre et de queer, de partage des tâches avec ou sans tableaux, de voisinage et d'accueil, de fric et d'autonomie, de roulottes et de vieilles usines, de propriété d'usage et de collectivisation, de tas d'habits et de psycho-géographie, de relous et de folles amitiées… de festins à 3h du mat et de fours à pains, de petit dej' nonchalants et de journées sur-speedées, de personnages extravagants et de normes identitaires, de vivre de rien avec un peu de tout mais pas toujours ce qu'on veut, de réunions qui se finissent en boum et de chantiers qui se transforment en jeux, de complots murmurés et de pouvoir hurler quand ça nous chante, de cumulus transformés en poêles et de poêles transformés en moteur, de façades peintes fièrement et de refuges cachés, de constructions folles, de tuyauteries qui fuient, de réseaux qui pètent, de magnifiques épaves qui ne roulent plus qu'à moitié, de l'angoisse de devoir redéménager encore et de la pure beauté quotidienne de s'inventer une vie avec nos meilleurs potes de toujours ou celleux qui ont débarqués la veille…

Quelques mots sur le mouvement des squats « politiques » en France

Depuis quelques années, nous pouvons constater en France le développement d'un mouvement de centres sociaux et politiques squattés, où sont souvent mis en pratiques à la fois des expériences de vies collectives et des activités politiques publiques de diverses sortes.

On retrouve régulièrement dans ces lieux, l'organisation d'évènements et d'actions anticapitalistes et anti-autoritaires, des zones de gratuité où s'échangent librement des biens et matériaux, des potagers squattés, des cybers cafés et du militantisme autour de l'informatique, des logiciels libres et des médias indépendants, de la diffusion d'information et éditions de livres et brochures autour d'infokiosques, des espaces de travail et d'échanges de savoir sur les médecines alternatives, les vélos, la mécanique, le travail du bois ou du métal, la sérigraphie, l'autoconstruction, le recyclage d'huile de tournesol pour les véhicules, l'échange de graines, des espaces entre femmes et pratiques féministes, queer ou transgenres, des repas de quartiers, des espaces de restaurants, bars, concerts, débats, projections ou théâtre…

Ces espaces se différencient d'une certaine mouvance dite de « squats d'artistes » (surtout présente en région parisienne…) en tant qu'ils ne recherchent pas à collaborer avec les pouvoirs publics et s'inscrivent généralement de manière explicite dans une lutte de remise en cause de la propriété privée, de l'Etat, des rapports de pouvoir et de profits et cherchent à construire des zones d'autonomisations en liens avec divers autres mouvements sociaux.

Ceci n'est qu'une vision partielle et grossière d'une situation complexe et il serait par ailleurs faux de chercher à trop unifier des expériences dont les idées et activités sont relativement diversifiées, et qui ne se voient pas forcément toutes comme partie prenante d'un mouvement plus large.

Il y a eu à ce titre quelques rencontres nationales intersquats il y a trois ans et plus depuis. D'un autre coté, les associations locales intersquats sont assez fréquentes et il y a beaucoup d'échanges entre les squats à travers le pays par le biais de projets et d'actions spécifiques, d'amitiés bien sur, et de réseau dans lesquels s'activent des squatteurs-euses comme : sans-titre (qui regroupe aussi des collectifs ruraux…), le réseau infokiosque, le réseau indymédia, les festivals de résistance, le réseau anti-carcéral ou encore des projets nomades comme la Caravane Permanente. Les liens existants ont déjà permis des offensives communes comme le 25 fèvrier 2005 où des actions surprises ont été menées dans 17 villes en France dans des locaux et Mairie du Parti socialiste pour protester contre les expulsions.

Malgré les tentatives de répression croissantes des autorités françaises vis à vis de ces squats politiques - le gouvernement a par exemple cherché à transformer l'occupation « sans droit ni titre » en délit dans le set des Lois de Sécurité Intérieure il ya deux ans - il est heureusement encore généralement possible de squatter sans se faire emprisonner en France. Si la justice donne quasi-systématiquement raison aux proprios et ordonne l'expulsion, les squatteurs-euses peuvent régulièrement espérer quelques mois (ou quelques années…) de délais quand ils/elles se battent légalement et surtout sur le terrain public et politique. Si les expulsions sont nombreuses, elles occasionent de nombreuses actions de résistance et de réouverture rapides dans certaines villes.

Au cours des dernières années, quelques squats ont même réussi a stopper momentanément les menaces d'expulsion qui pesaient sur eux et à trouver une certaine stabilité suite à des rapports de force

conséquents et quelquefois aussi en concédant quelques négociations avec les propriétaires (ce qui est l'objet de nombreux débats…). On peut citer par exemple le cas de l'Espace autogéré des Tanneries à Dijon, du Clandé à Toulouse ou du 102 à Grenoble qui sont tous là depuis plus de huit ans.

D'un autre coté, beaucoup des squats les plus actifs de ces dernières années comme les 400 couverts à Grenoble, les Diables bleus à Nice ou encore l'Ekluserie à Rennes ont été expulsés dans la dernière année. Tandis qu'à Paris, la Mairie socialiste ne se soucie même plus des procédures légales pour expulser, d'autant plus depuis l'instrumentalisation d'incendies d'immeubles de sans-papier-e-s l'été dernier. Il apparaît donc vital pour le mouvement de créer à temps un rapport de force conséquent à l'échelle nationale et par ailleurs de continuer à à multiplier les alliances et coopérations en dehors du milieu squat.

Défense des serveurs et structures de communications autonomes;Indymedia et le mouvement; résistance numérique (P2P, logiciel libre, etc.)

Appel à contributions

Structures de communication alternatives vs. nouvelles répressions

Comment pouvons-nous collectivement faire face aux nouvelles lois liberticides & autres mesures de rétention nous étant imposées sur l'Internet, afin que nos structures de communications ne deviennent pas le point faible de notre activisme? Comment construire des solidarités entre utilisateurs et administrateurs, des communautés actives pouvant faire face aux problèmes ? Quels nouveaux dangers, quelles stratégies de résistance, individuelles & collectives ? Etc.

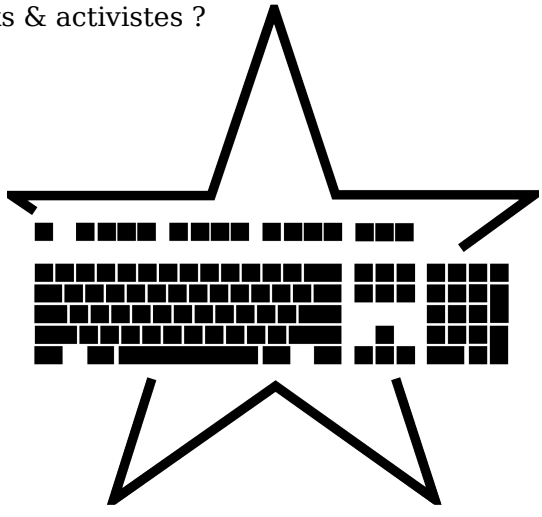
Pour de plus amples développements, voir l'appel à cette discussion spécifique.

Indymedia & mouvements, médiactivisme, etc.

Il y a une co-dépendance entre Indymedia et les mouvances anti-autoritaires & anticapitalistes desquels le réseau a émergé. Cependant, une mode du « médiactivisme » semble se répandre depuis quelques années, portant en elle certains travers du journalisme comme activité séparée. Quels bilans, quels dangers, quelles perspectives ? Comment nourrir ou reconstruire l'interaction entre Indymedia & les mouvements ?

Nouvelles luttes numériques

Brevets logiciels, répression du peer-to-peer, rétention des logs, entre autres mesures légales détruisent chaque jour un peu plus la liberté numérique. Des geeks entrent alors en résistance, et de nouvelles luttes émergent avec difficulté ; comment pouvons-nous y participer, leur donner plus d'impact ? Quelles perspectives, quelles statégies, etc.? Quel rôle pour les « hacklabs & co." dans ce contexte, quelles possibilités de réduire le fossé entre geeks & activistes ?



Défendre nos espaces d'autonomie numériques

Introduction

Voici un appel à participer à un moment de rencontre et de réflexion collective autour de « la défense des serveurs autonomes et structures de communication alternatives ». Ce, dans le cadre du thème « luttes numériques » des rencontres européennes de l'Action Mondiale des Peuples (AMP). Celui-ci se tiendra à l'Espace autogéré des Tanneries de Dijon, entre le 19 et le 28 août prochain, les rencontres dans leur entier se poursuivant jusqu'au 3 septembre 2006. Pour plus d'infos sur l'AMP et la conférence européenne de cet été, lisez la fin de ce message et suivez les liens mentionnés.

La présente invitation est adressée aux admins des serveurs suivants: squat.net, inventati.org, ecn.org, sindominio.net, nadir.org, so36.net, domainepublic.net, nodo50.org, boum.org, poivron.org, moviments.net, no-log.org, samizdat.net, tuxic.nl, altern.org, aktivix.org, riseup.net, resist.ca, et quelques autres. La mise en place de cet espace de discussion et son ampleur seront fonction des retours générés par cet appel. En conséquence, manifestez-vous, que vous puissiez ou non participer, que vous ayez des propositions ou que vous soyez simplement intéressé·e·s!

En bref, ce moment a pour objectif de nous rassembler, en tant qu'administrateurs & administratrices de serveurs alternatifs & activistes, pour partager nos expériences & évoquer nos situations spécifiques; pour faire le point sur les problèmes communs, notamment légaux, auxquels nous sommes, allons, ou risquons d'être confrontés; pour envisager des stratégies, et, potentiellement, s'organiser. Il entend permettre, ensuite, une rencontre entre celleux qui, dans le milieu activiste, fournissent des services numériques, et celleux qui les utilisent, afin d'envisager comment faire face ensemble aux possibles répressions numériques à venir.

Explication plus détaillée, ci-dessous:

Contexte

En quelques années, l'internet est devenu un outil majeur pour bien des acteurs des mouvances politiques radicales. Son utilisation aura grandement participé à l'organisation de journées mondiales d'actions & d'évènements décentralisées; à la mise en réseau & à l'interconnexion d'initiatives, d'affinités; à la communication & à la coordination internationales. Son appropriation aura contribué à la dissémination de nos contenus, facilité l'écriture collaborative & l'échange de savoirs, donné de la visibilité à nos dissidences, permi l'émergence d'Indymedia, de radios indépendantes, entre autres initiatives de contre-information. Aujourd'hui, nombreuses sont donc nos initiatives à en dépendre.

En tant qu'anargeeks, hackers engagé·e·s, tech-activistes, admins autonomes, squatteureuses-à-clavier… nous avons souvent directement participé de cette évolution, explorant des usages alternatifs des technologies, promouvant l'utilisation de logiciels libres, partageant des savoirs avec passion, installant & administrant des serveurs pour la révolution. Nous avons vu (la plupart de) nos ami·e·s quitter hotmail, https gagner en popularité, et de plus en plus d'adresses de groupes, de listes de projets, de sites de campagnes d'action… abrité·e·s par nos machines, au lieu d'alimenter les entreprises spécialisées.

Problème

Internet a longtemps été un espace de relative sécurité, exempt de fléau légal majeur. Mais les temps ont changé, et changent de plus en plus rapidemment: la société de l'information s'accompagne de mesures de rétention, pour faciliter la répression: conservation des données, traçabilité de l'utilisateur, responsabilité de l'administrateur. Dans toute

l'Europe, les gouvernements ajustent leur lois pour imposer l'accès aux journeaux système par les autorités, et balayer de l'internet l'idée de vie privée. Qu'elles soient légales ou non, les intrusions policières et saisies de serveurs ont augmenté; Indymedia & inventati y ont récemment goûté.

En tant qu'utilisateurs & utilisatrices, nous risquons de voir notre intimité numérique livrée aux autorités; en tant qu'administrateurs & administratrices, c'est à une répression directe que nous nous exposons, si nous refusons d'obéir, de loguer, de dénoncer - bref, de devenir auxiliaires de police, comme il nous l'est demandé, dès aujourd'hui dans quelques pays, demain pour certains. Parce qu'il en va de notre activisme, en ce qu'il consiste à diffuser des voix afin qu'elles ne puissent être mises sous silence par quelque autorité; parce qu'il en va de notre responsabilité, en tant que structures de communication pour nos mouvements, d'en assurer la sécurité... nous ne pouvons que refuser de telles mesures sécuritaires, tout comme nous ne pouvons ignorer les risques impliqués.

Jusqu'à lors, la mobilisation contre ces mesures a été faible. Bien que tou·te·s puissent être directement affecté·e·s, la plupart des activistes ignorent tout de la situation, et sont donc peu susceptibles de réagir si quelque chose arrive. Alors que les serveurs indépendants sont devenus des noeuds sensibles de notre communication, il semble que la conscience collective de leur importance et de la nécessité à les défendre fasse cruelement défaut. S'il est relativement facile de (se) mobiliser pour défendre certaines ressources collectives communément perçues comme essentielles, comme, par exemple, un centre social menacé d'expulsion, combien serons-nous, quand il faudra résister à une agression légale contre nos structures de communication?

Réaction?

N'est-il pas temps de s'attaquer à ce problème de fond? Comment souligner l'importance de nos outils de communication, faciliter la prise de conscience de leur vulnérabilité potentielle, et, comment, surtout, construire des solidarités? Le thème « luttes numériques » des rencontres de l'AMP pourrait être un espace pour aborder ces questions, et nous permettre à tou·te·s - admins & utilisa{teurs,trices} - de nous rencontrer, de partager et faire émerger des perspectives autour de nos services & communautés numériques.

Qui est plus est, ce pourrait être l'occasion d'une coordination entre serveurs, de moments de réflexion collective et d'échange de savoirs autour de nos pratiques & développements techniques. Traditionnellement, le travail d'administration système est le fait d'un geek isolé, sans qu'il soit possible de participer pour quiconque n'est pas déjà expert en la matière; parvenons-nous à nous organiser autrement? Récemment, des collectifs ont expérimenté des méthodes d'administration collectives de ressources informatiques; comment pouvons nous articuler préoccupation politique dans la manière de faire, et impératif pratique dans le maintien d'un service? Etc.

Voilà pour les propositions. D'ores et déjà, quelques individus impliqués dans des projets comme squat.net, no-log.org, boum.org, indymedia.org ont annoncé leur participation. Une présentation de metche est programmée (metche est un programme facilitant le travail d'équipe sur un serveur, développé par le collectif boum.org), ainsi qu'un atelier sur « tor ». Le reste dépend des contributions & réponses à cette invitation. Merci d'envoyer vos réactions à stamp-ds@pgaconference.org !

Rencontres autour des révoltes françaises du printemps

Après un automne brûlant marqué par une déflagration d'émeutes et de révoltes en banlieue suite à la mort de deux jeunes poursuivis par la police, la France a été ce printemps le terrain d'un long mouvement social, massif et radical.

Au mois de janvier 2006, Dominique de Villepin avait annoncé une loi dite « pour l'égalité des chances », notamment pour répondre aux émeutes de novembre : suppression des allocations familiales pour les mineurs absentéistes, possibilité de licencier sans justifications, rétablissement de l'apprentissage à 14 ans…

Quelques mois d'occupations massives des facs, d'émeutes dans la rue, d'actions directes et de bloquages économiques ont fait reculer le gouvernement français pour la première fois depuis plusieurs années dans ce type de contexte (souvenirs de 1995…).

Au delà du retrait d'une loi parmi d'autres qui visait à précariser un peu plus le travail, mais dont la disparition ne change malheureusement pas grand chose à l'oppression capitaliste, le mouvement à renforcé la détermination et créé une brèche d'ampleur par ses modes d'actions et de vie collective.

Un des aspects les plus enthousiasmants de ce « mouvement » contre le CPE et son monde a été la résonnance et le partage d'une critique radicale des structures de l'Etat et de l'économie, de la norme du travail salarié, des modèles de consommation, de croissance économique et d'individualisme libéral.

La plupart des facs et de très nombreux lycées sont restés fermés pendant deux mois et plus. Comme une traînée de poudre, de ville en ville, se sont répandus des bloquages de routes, de centres de tri postal, d'aéroports, de gares, de chantiers, des occupations de mairie, conseil général, Anpe, des sabotages, des déménagements d'agences d'interim, de locaux des partis politiques, des pratiques émeutières et organisation en groupe affinitaire pour agir, redécorer, casser pendant les manifs, autoréductions dans les magasins, sabotages de lignes de chemin de fer, de bâtiments, de meetings, de costumes de politiciens… Un tel soutien populaire ne s'était pas vu depuis longtemps, des solidarités se sont créées avec d'autres milieux, sans-papiers, rmistes, chômeur-euse-s, intermittent-e-s, salarié-e-s dépassant le soutien prudent des centrales syndicales. Dans nombre de ville, chaque journée était marquée par des manifestations sauvages, les soirées par des manifestations nocturnes, une partie des manifestations se terminaient régulièrement en émeutes.

Pendant qu'un premier ministre réduit à l'état de vieux disque rayé renforçait la colère quasi quotidennement à la télévision en annônant son refus du retrait, des milliers de personnes décidaient en Ag de porter la destruction du capitalisme, l'amnistie des émeutiers de novembre, la disparition des frontières, de transformer les services d'ordre en services d'action directe ou les gazons de la fac en potager. La police française ne savait plus ou donner de la tête et un des principaux syndicats de flics a même imploré le gouvernement de lâcher et communiqué publiquement sa peur qu'une « haine massive de la police se développe dans la jeunesse » et que la situation devienne totalement incontrôlable.

De fait, en comparaison à d'autres remous sociaux de ces dernières années, il était frappant de voir à quel point il y avait un accord partagé largement sur le fait que le succès de la lutte tienne à une diversité d'actions directes, de ressentir combien était revendiquée la nécessité d'un certain « illégalisme ». Il était impensable de se contenter d'aller en cours et d'exprimer calmement et « démocratiquement » son désaccord en masse dans la rue, dans les défilés autorisés, aux moments autorisés pour le spectacle de la liberté de contestation. Malgré les pressions de tout part, il était clair qu'il fallait, pour faire vivre

le mouvement, que le cours du quotidien s'arrête, que les facultés soient bloquées, repeintes, chamboulées, que les lycées soient bloqués et barricadés. Et c'est notamment ce bloquage même du quotiden, qui a fait le sel de la lutte, dégagé du temps et de l'espace pour d'autres possibles qu'un morne enrôlement dans l'exploitation salariée et la consommation, qui a changé concrètement pendant quelques mois nos vies et bouleversé de nombreux rapports sociaux.

Il en reste de multiples traces et énergies…

Dans le but de se donner des perspectives, nous aimerions inviter à Dijon des personnes et collectifs impliqués pour croiser des expériences et réfléchir aux suites à donner aux alliances et pratiques qui se sont créées, ainsi qu'échanger avec des militant-e-s d'Europe, notamment d'Allemagne ou de Grèce, qui se sont retrouvé-e-s dans les mois derniers au coeur d'explosions sociales de ce type.

Outre des récits sous formes de présentations, films, débats, expos… voilà certains des sujets sur lesquels on a envie que soient proposés des débats et ateliers :

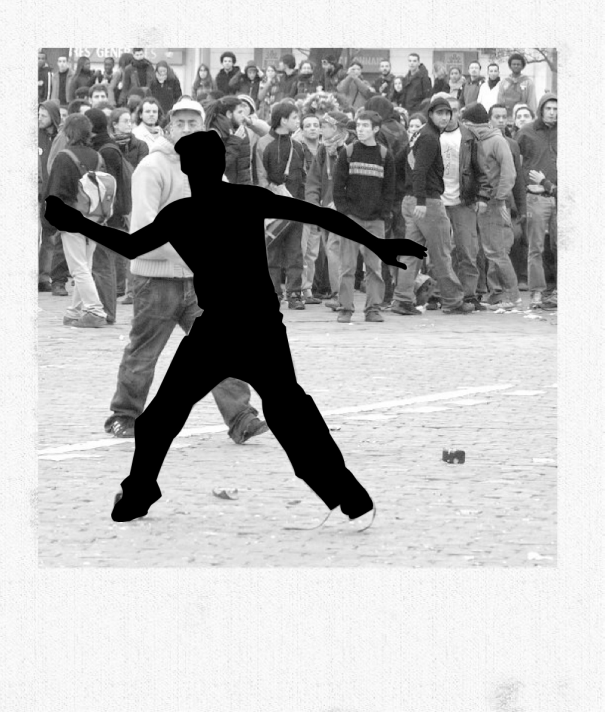
•les héritages des mouvements de chômeurs de la fin des années 90, des mouvements de sans-papiers, la manière dont le mouvement des lycéenne-s de 2005 a amorcé un certain « jusqu'au boutisme », ou comment les émeutes de novembre et le choc frontal qu'elles ont posé face à l'état ont marqué les esprits.

•l'inventivité des modes d'actions et la manière singulière dont le mot d'ordre de bloquage de l'économie a focalisé les énergies et permis le rapport de force. Pour la suite, il est primordial de penser la manière dont nous pouvons entretenir, transmettre et démultiplier ces formes d'actions.

•les luttes de fond portées par une partie du mouvement et le refus au delà du CPE, du travail salarié, des logiques de croissance économique et de l'éducation-consommation…

•la manière dont l'occupation sur plusieurs mois des universités a développé des expériences de vie quotidienne collective autogestionnaire. L'importance de se réapproprier des espaces pour tenir une lutte… la singularité des expériences et ce qui s'y est tramé.

•les outils d'organisation, d'assemblée, de décision que se sont données les personnes en lutte dans les différentes villes… Les coordinations nationales, les Ag bordeliques ou formalistes, groupes affinitaires, assemblées en lutte, l'importance du mythe du vote majoritaire pour légitimer la lutte…



•la force du mouvement et son autonomie, tout autant que sa fragilité persistante face aux manipulations syndicales, à la propagande médiatique ou à la « fin » décrétée avec quelque succès par le gouvernement grâce au retrait d'une partie de la loi.

•le rapport aux médias et la manière dont le mouvement a agi sans eux, les a boycotté, voire pris pour cible, en se constituant comme suffisament fort pour moins faire dépendre d'eux sa visibilité et mettant à jour leur rôle de gardien de l'ordre social et du discours libéral.

•l'importance à contrario et l'usage massif qui a été fait d'outils comme Indymedia pour donner des rendez-vous, communiquer sur des actions, débattre…

•l'analyse des liens entre le mouvement du printemps et les « banlieues » : le peu d'implication des milieux militant-e-s dans les émeutes de novembre et les solidarités qui se sont parfois créées néanmoins. Les alliances et conflictualités pendant le mouvement entre « jeunes des banlieues » et « étudiant-e-s », la réalité de ces cloisonnements et leurs dépassements parcimonieux dans la lutte.

•la manière dont ce type de mouvement social permet un éclatement du « milieu radical » et de

son cloisonnement. Pour beaucoup de militant-e-s radicaux, il était incroyable de ressentir à quel point des pratiques et idées qui sont de fait fort marginalisées, peuvent se trouver massivement et rapidement réappropriées dans un contexte de crise sociale et de luttes.

•la manière dont certains groupes militants constitués ont pu contribuer ardemment au maelstrom, ou se retrouver au contraire comme en retrait ou dépassés.

•les perspectives après le mouvement, comment inscrire cette lutte dans la durée et continuer à se coordonner, transmettre les pratiques, se préparer pour la prochaine révolte ou l'attiser…

•le soutien aux victimes de la répression.

Voilà, c'est des idées, à vous d'en apporter d'autres, ainsi que des propositions d'ateliers… si possible à l'avance, dans le but de se préparer et de commencer à constituer un programme.

Quelques liens vers des textes issus des luttes contre le CPE et son monde:

•« Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage » - Quelques remarques sur la violence, l'illégalité et l'orientation des luttes sociales (Grenoble, avril 2006)
en français:
http://infokiosques.net/spip.php?article=340
en anglais :
http://winnipeg.indymedia.org/item.php?3130S
en allemand:

http://germany.indymedia.org/2006/05/147905.shtml

•CPE - « Le Monde se referme-t-il ?" suivi de « Pousser le monde qui s'écroule » & de « l'Appel de Raspail » + Bonus
http://infokiosques.net/spip.php?article=332

•« Réflexions sur le soulèvement en France » (bureau of public secrets 22 mai 2006)
en français:
http://www.bopsecrets.org/French/france2006.htm
en englais:
http://www.bopsecrets.org/recent/france2006.htm
en japonnais:
http://www.bopsecrets.org/japanese/france2006.htm

La question du ghetto radical et des moyens d'ouverture…

Deux remarques à propos du « ghetto » :

•Marginalisation des milieux radicaux: comment « sortir du ghetto » sans se faire bouffer par des relations avec des ONG, etc., réformistes ?

•Destruction du militantisme et développment d'un mode de vie sans cloisonnements sphère privée - sphère militante - sphère du travail. Et autres malaises des activistes. Peut-on imaginer des pratiques plus satisfaisantes ?"

Ces deux questions sont un peu différentes, mais les deux tournent autour du même problème: Comment garder et developper notre identité politique, mais sans pour cela devoir s'isoler des autres - ou de certaines parties de nos propres vies ?

Le « ghetto », le groupe identitaire et ses pratiques militantes, nous permettent de nous regrouper, exister, résister par rapport à la pression des normes et pratiques dominantes. C'est probablement impossible pour une partie d'un groupe social de se différencier d'un autre sans développer des pratiques, valeurs, langage, voire des goûts musicaux, des genre d'habits (noirs !), etc., qui leur sont propres.

Ca nous renforce. On aime. C'est bien.

Le problème, c'est que nos pratiques et valeurs visent un changement global de la société ? Pas de seulement se faire un trou plus ou moins confortable. Et nous n'y arriverons que si nous arrivons à nous faire comprendre par - et nous coordonner avec - d'autres sortes de personnes dégoûtées par cette société. A défaut, le radicalisme peut devenir une sorte d'élitisme hautain : les anti-capitalistes, anarchistes, etc., seraient les éluEs, purEs, courageux, qui ont tout compris, mais qui restent entre eux parce que les autres ne peuvent pas comprendre… Bon pour l'ego, mais pas très efficace. Et souvent, de fait, cela dérive gentiment vers une pratique corporatiste. Chacun lutte pour ses intérèts en premier, et c'est bien, mais si on ne s'intéresse finalement qu'à la défence de notre milieu (disons les squats, par ex.) quelle différence avec le corporatisme syndical qu'on critique (les syndicalistes pensant de leur coté que les squatteurs ne cherchent qu'à loger gratis…) ? Au pire, avec le temps, cela dérive vers le cocon alterno ou l'anarchisme cynique de droite.

Ce n'est pas qu'on fait exprès! Mais comment briser ces cloisons et les stéréotypes que les medias créent entre les gens ? Dans nos sociétés on n'a plus trop l'habitude de causer directement avec les gens. C'est à travers la TV qu'on sait ce qui se passe. Nos affiches, tracts, manifesations ont une certaine efficacité ? pour regrouper « notre bande » (quelle qu'elle soit), mais quel effet sur les autres passants-habitants de nos villes ? C'est au point que souvent il n'y a persone qui veut essayer de distribuer des tracts ou causer avec les gens, au fond parce qu'ils ne savent pas comment. Au fond, la manif existera vraiment que si les medias en parlent. Et c'est eux qui « reformuleront » notre discours ! A la conférence de l'AMP Europe à Leiden il y avait un type un peu naif de la base d'Attac qui était venu. Je trouvais super intéressant de voir comme nous avions de la peine de lui expliquer nos critiques de cette ligne-là. Nous n'avons pas l'habitude. Mais si on ne sait même pas discuter avec la base d'ATTAC… Et puis on est forcément assez schizo parce que (encore heureux !) nous ne sommes pas des activistes à plein temps, et dans les sphères du boulot ou du privé, nous avons forcément des contacts où les règles sont différentes.

Par rapport à ça il y a évidemment plein de gens qui rêvent (ou pratiquent) des projets de vie plus globaux, qui essaient d'abattre ces cloisons dans leur vie en organisant toute leur vie (relations privées, boulot, etc.) de façon cohérente avec leurs idées. C'est très bien si on y arrive, mais évidemment cela repose la question du ghetto et des rapports avec « l'extérieur » de façon encore plus forte.

Il y a pourtant des expériences intéressantes pour sortir de ces impasses: le « lieu commun » à Genève, des théâtres ou happenings de rue (ou de magasin), les histoires la première personne de « Precarias à la dériva » (« dérives » dans Madrid de femmes précaires, http://www.sindominio.net/karakola/precarias.htm). Et chacun de nous, au boulot, par ex., est-ce que nous parlons de politique ?

Bref, il y a de quoi causer… (Entre nous, évidemment ! Mais on pourrait aussi faire des travaux pratiques dans la ville.)

FRAYSSINOUS

Luttes anti-industrielles

Appel pour une rencontre sur les luttes contre le capitalisme industriel et le déferlement technoscientiste.

Au fil des luttes contre le nucléaire, les ogm, le puçage des animaux, la biométrie ou les nanotechnologies, se sont transmises et développées, ces dernières décennies, des contestations politiques en rupture avec la simple contre-expertise. Le rejet du capitalisme industriel, du « système technicien », du déferlement néo-technologique, de l'idéologie scientiste, sont aussi celui du monde qui va avec: modes de vie aliénés à la consommation, au travail et à la toutes puissance des experts, pouvoirs ultra-sécuritaires, environnement naturel et social dégradé… Cet univers s'impose à nous par la croyance dans la « neutralité » des outils et des savoirs (ils seraient « neutres », le tout étant d'en faire bon ou mauvais usage) ou encore dans le « progrès », notions que portent ausi (paradoxalement) nombre de pensées révolutionnaires. Contre-information, actes de sabotage, désertion des activités de recherche, de production et de consommation liées à la techno-industrie… autant de déclinaisons d'une lutte qui, à mesure de la densification du contrôle, de l'artificialisation de la vie et de la dégradation de notre autonomie collective et personnelle, devient plus pressante.

Cependant, nous nous heurtons continuellement aux mêmes limites. Les alertes que nous lançons débouchent sur des mesures auxquelles nous sommes radicalement opposéEs : un encadrement législatif qui accompagne ces transformations plutôt que d'y faire barrage, des constats fatalistes qui poussent au consentement plutôt qu'à la révolte, des appels à la responsabilité et aux initiatives individuelles ainsi qu'à la cogestion de la catastrophe, un « écologisme » complètement dépolitisé, qui sépare les questions environnementales des enjeux politiques et se transforme en argument marketing pour un capitalisme « relifté », un confinement de la critique radicale dans des milieux très restreints…

presentation du lieu: frayssinous est un hameau collectif en milieu rural habité depuis 1971 et organisé en association depuis 1988. les personnes qui vivent sur le lieu partagent la vie quotidienne et se retrouvent autour de diverses activités qui tendent a l'autonomie tout en se donnant a d'autres plus personnelles autour de la création (musique, vidéo, son…), bricolage et artisanat en tout genre.

Faire un bilan / Penser nos stratégies d'action

Nous voudrions repenser ce qui nous fait avancer dans ces luttes, nous voudrions nommer les forces sur lesquelles nous nous appuyons. Nous voudrions parler de nos stratégies de lutte face à la techno-industrie et son monde. Quelles sont nos objectifs, nos modes d'action, nos cibles? Comment lutter de façon à ne pas laisser de prise aux « mouvements citoyens », à la confusion médiatique et sans pour autant tomber dans une culture de ghetto, dans une critique élitiste?

Nous proposons que ces rencontres soient d'abord l'occasion de raconter nos expériences respectives, les mouvements, initiatives et périodes de lutte auxquelles nous avons pris part et de soulever les questions suivantes : « que voulons nous?", « de quels moyens nous dotons-nous?", « quelles rencontres cela a-t-il pu occasionner?", « dans quelle histoire s'inscrivent nos luttes?" « comment ont été pensé les liens avec les gens autour?", « comment cela a-t-il transformé les rapports

entre les gens qui se connaissaient auparavant?", « sur quelles lignes de force pouvons-nous nous appuyer pour une extension de ces luttes (lutte des classes, communautés locales, décloisonnement des luttes…)?".

Nous attendons vos contributions écrites, orales ou sous toute autre forme!

Agriculture industrielle / Luttes paysannes / Luttes de subsistance

À l'échelle du globe, la paysannerie - qui constitue la majorité de la population - est mise en péril par une agro-industrie transnationnale et guerrière, détruisant les économies locales et vivrières de millions de personnes. Sous la pression du contrôle, de la technification et du productivisme acharné, l'agriculture paysanne a presque disparu Occident.

C'est ainsi tout le sens de ces activités qui disparaît, en même temps que s'impose un mode de vie hors-sol, dans lequel tant le temps que l'espace n'existent plus, dans lequel la campagne n'est plus que parc paysagé ou désert pesticidé, dans lequel les animaux ne sont plus que des marchandises. Les luttes contre les OGM, le puçage ou l'informatisation prennent dès lors un sens qui va largement au-delà du corporatisme: elles incarnent le refus d'un monde nous menaçant toutes et tous. Comment maintenir et inventer des pratiques paysannes anti-industrielles/anti-capitalistes? Quelles sont les difficultés liées à la clandestinité qui en découlent?

Ouverture de nos réflexions et de nos contestations / Pratiques concrètes

Dans « Action Mondial des Peuple », il y a « peuple ». Ce terme fait échos à toutes les luttes populaires, depuis celles des ouvrierEs luddites du XXIème siècle, jusqu'aux manifestations anti-nucléaires à malville en 1977, en passant par le fauchage de OMG ces dernières années ou le rassemblement contre Minatec à Grenoble tout récemment. Mais comment penser aujourd'hui une « résistance populaire » au monde industrialisé? Comment la mettre en place? Qu'est-ce que cela signifierait en terme de modification de nos pratiques? Avec qui luttons-nous ? Un mouvement sans les femmes, les enfants, les prolos, les immigrés est-il un mouvement populaire?

En croisant sur un même lieu les problématiques liées à l'enfance et au capitalisme industriel, nous voudrions questionner l'idée de « lutte prioritaire », la tendance au cloisonnement de nos luttes, à l'hermétisme et à l'élitisme. Nous voudrions surtout explorer « en pratique » comment il est possible de prendre en compte d'autres personnes et d'autres questionnement que ceux auxquels nous sommes habituéEs. Voir aussi comment de nombreuses pratiques liées à la culture autonome/« Do It Yourself » sont en lien concret avec les critiques anti-indutrielles, alors même que les milieux qui les portent respectivement ne se rencontrent pas. Quelle place donne-t-on à la réappropriation de pratiques ou au refus de certaines technologies à l'intérieur de nos luttes? Dans quelle mesure ces recherches peuvent-elles nous égarer ou bien nous renforcer?

A Frayssinous, nous voulons explorer ces questionnements, non seulement par la discussion mais aussi par ce que nous mettrons en place dans notre vie quotidienne

commune et les nombreuses activités qui se dérouleront (atelier pour se « libérer des machines », atelier de menuiserie, chantiers de construction…).

Vos propositions sont bienvenues!

Quelques contributions et infos faciles à trouver

•Une série de brochures « sciences et technologie » et « écologie » sur infokiosques.net
•Notes et Morceaux Choisis, bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle, où vous trouverez « Technologie contre Civilisation »
•Texte sur L'idée de progrès » and in english « The idea of progress »
•« La société de l'avenir, l'âge de l'ersatz, ou en sommes-nous?" et autres textes de Wiliam Morris
•« La raison malmenée, de l'origine des idées reçues en biologie moderne » de Gérard Nissim Amzallag

Quelques ONG…

•GRAIN, notamment rédactrice de « Grippe aviaire : une réponse mondiale imposée d'en haut »

•ETC group (action group on Erosion, Technology en Concentration), notamment rédactrice de in english The big Down : Atomtech - Technologies Converging at the Nano-scale

Et du côté de Grenoble…

•Site d'enquête critique sur le capitalisme industriel des technologies de pointe et son monde, dans la régions transalpine : « pièces et main d'oeuvre (PMO)"
•OGN (Opposition Grenobloise aux Nécrotechnologies), contre l'inauguration de Minatec et de la technoindustrie
•Dossiers en colonne centrale d'indymedia-grenoble
Une semaine contre Minatec et son monde
Les argumentocs des nécrotechnologies
Luttes contre la technopole
Biométrie : au doigt et à l'oeil…
Le TGV Lyon-Turin pris en embuscades
les lien son dispnible sur la page http://pgaconference.org/fr/2006/anti-industrial_struggles
les lien sont sur la page :

http://pgaconference.org/fr/2006/anti-industrial_struggles

texte de contribution a la thematique anti-industriel:

Anti-indus' tu perds ton sang-froid !

Une manière d'aborder la dite 'thématique anti-industrielle' serait d'essayer de regarder en quoi la société dite 'industrielle' voire 'société de progrès' 'nous' touche concrètement dans 'nos' vies. (Peut-être que le terme 'société de progrès' est plus approprié que celui de 'société industrielle' qui est par trop réducteur. C'est pourquoi je n'aime pas trop les positionnements d'étiquettes 'anti-industrielles', même si cela situe un peu d'où parlent les genTEs; ça me paraît trop simpliste.) L'idée n'est pas de mettre en mots un concept pour le diaboliser et en faire unE ennemiE extérieurE à 'nous' qui en serions au-delà, mais au contraire d'essayer de voir comment 'nous' sommes liéEs à cette dite 'société' et questionner – de manière systématiquement critique, certes- ce(s) lien(s). Ce texte n'a pas vocation à décrire 'objectivement' 'la' réalité telle que je 'la' perçois mais plutôt d'incarner une prise de position tout sauf neutre vis-à-vis de celle-ci.

Premier axe: Contraintes extérieures - perspectives progressistes

Il est une multitude effrayante de recherches et applications associées visant à établir 'd'en haut' des normes comportementales, voire eugénistes, et tout un attirail de propagande, de manipulation physique, mentale et de répression pour y arriver. La technologie sert à concrétiser des délires sécuritaires écrasants, tendant à restreindre 'nos' potentiels, perspectives et pouvoirs ('libertés'?) individuels et collectifs. L'évolution d'un tel système, concrètement, paraît être tout connement indissociable d'une quête de pouvoir. De contrôle. De domination. Une espèce de jeu à l'échelle du globe, quoi. Un jeu délétère qui prend racine dans les fondements du système capitaliste. Sans forcément rentrer dans les détails, il paraît quand même important de rappeler que certains de ces piliers sont quelques concepts décrits par un

barbu du XIXème siècle: Saint Karl. Je pense en particulier à tout ce qui a trait à la marchandise, sa production et son fétichisme. Les lecteur-rices n'auraont qu'à se reporter à sa bible. Quant aux perspectives que cela ouvre, ben… Pour peu que l'« on » veuille planer dans des concepts creux - où personne ne serait plus responsable qu'unE autre -, ce meilleur des mondes promis serait une « mega-structure » ayant un contrôle absolu sur tout l'existant; où logiquement, plus rien n'aurait de prise sur ce système. Tout y serait « à sa place », « dans des cadres », « fonctionnels », dépendantEs jusqu'au plus profond de leur être à des structures, lois et représentations créées par l'humainE pour l'asservir, pour le protéger d'ellui-même, des autres et de ce qui l'entoure; une espèce de victoire sur l'humainE par l'humainE. Un peu comme s'ille avait honte ou peur de ses tares et « imperfections », qu'ille juge indispensable d'y remédier, et que la seule chose à faire pour cela serait de se rendre prévisible, régléE comme une horloge, lisse et uniforme comme une pierre tombale, ruséE et créatiVe comme unE playmobil, conforme à ce qu'ille peine à se représenter, élément du décor qu'ille arrive à produire… Pour réaliser cette utopie de pouvoir absolu, tous les moyens sont bons : éliminations, manipulations, enfermements, isolements physiques et mentaux…

« Entre les concepts de « dictature » et « démocratie », il ne reste plus des masses de différences. La seule qui subsiste est dans leurs moyens mis en oeuvre: EN DICTATURE ON T'EMPECHE D'EXPRIMER CE QUE TU PENSES ET EN DEMOCRATIE ON T'EMPECHE DE PENSER CE QUE TU PEUX EXPRIMER… Mais les finalités peuvent être vues comme strictement les mêmes, l'aboutissement de leur utopique totalité est réalisé quand plus aucunE de ses sujetTes n'arrive à penser en dehors de leurs cadres. D'où, en mettant en perspective ce qui atrophie et modèle la capacité à penser comme ce que c'est: un outil de pouvoir immense, on peut très facilement imaginer des démocraties bien plus totales que des dictatures." (lao-tseu feat. BIG MARX BROTHER)

Sous couvert d'idéologies progressistes, évolutionnaires, universalistes, civilisateurs, Bons, Rationalisants, se réalise en miroir et de manière indissociable, une quête de pouvoir absolu, de contrôle, totalisante: ces idéaux pour cerveaux en manque d'oxygène contiennent en elleux-mêmes des utopies collectives effrayantes et destructrices. Toute quête d'absolu corrompt absolument, comme qui dirait. Et puis dans leur rôle de paravents, ils sont parfaits: déjà, ils masquent voire justifient quasi-invariablement des avidités individuelles; et en plus, ils servent à l'acceptation et au camouflage non seulement du pire qu'il soit possible de tirer des recherches effectuées, mais de ses dégats collatéraux, incontrôlables et peu ou pas estimés, voire sciemment étouffés dans la mesure du possible de 'leurs' moyens de contrôle sans cesse grandissants.

Deuxième axe: Impact sur notre environnement et nous

Nulle part en pays industrialisé voire à proximité (et cette proximité, c'est la planète entière) il est possible d'être absolument protégéE d'une quelconque contamination, et encore moins d'une quelconque catastrophe. Quant bien même un espace serait en relative condition de préservation effective et potentielle, les perspectives d'évolutions futures laissent de toute façon à présager une extension de la société industrielle et de ses nuisances sur tout l'existant - à moins d'un inconcevable effondrement des structures 'tout en douceur'. Des potentiels de destructions de la planète entière existent déjà concrètement sous diverses déclinaisons et recettes, mais des recherches pour les rendre encore plus efficaces, originales, marrantes, à la pointe de la débilité, sont en cours. Gare aux fuites. Les catastrophes industrielles, 'accidents de parcours', 'oups-pardon-j'ai-pas-fait-exprès-c'est-une-erreur-humaine' de laboratoires, et potentiels de menaces - sans du tout vouloir minimiser leurs horreurs, déjà largement hors d'atteinte des capacités de représentations humaines rationalistes -, auraient un peu tendance à 'nous' faire détourner le regard de la réalité de l'empoisonnement diffus et en constante voire exponentielle progression.

Celui-ci a beau être peu palpable à l'échelle individuelle et collective, il n'en reste pas moins grave, et amène tout en douceur une dégradation progressive de 'nous' et ce qui 'nous' entoure. On peut s'interroger sur les moyens qui 'nous' permettent d'appréhender ces glissements: Directement, individuellement et collectivement, 'on' peut éventuellement en distinguer et mesurer des signes, 'indications', informations, évolutions locales de son environnement; mais bon cela nécessite de développer a la fois sa volonté de l'observer, son sens de l'observation, et une solide confiance en ses sens…

Indirectement, 'on' peut se prêter à imaginer l'ampleur du désastre par une certaine pratique de la méfiance dans les mensonges médiatiques existants, ou en tout cas jongler dans un amas informe et auto-contradictoire de mesures, statistiques, conclusions et prévisions de spécialistes chacunEs plus objectives les unes que les autres. Déjà, quand une 'indication' capte notre intention dans cet océan informe d'informations-spectacle, il est difficile de se représenter ce qu'elle peut signifier réellement, pour peu que l'on aie encore la volonté de vivre hantéE par 'la' réalité de ces représentations. Ensuite, ce reflet d'information n'incarne potentiellement qu'un pixel d'une photo floue de la partie visible de l'iceberg. Enfin, combien d'autres icebergs existent hors champ? Ces moyens médiatiques qui 'nous' permettent de tâter la dégradation de 'nos' conditions de vies sont des instruments de pouvoir, que les instances de pouvoir ne se gênent pas d'utiliser selon leurs besoins; 'illes' peuvent -à l'échelle collective- 'nous' dicter les reflets de réalité qu'illes veulent, voire que 'nous' préférons: contre-feux médiatiques, divertissements ad hoc, étouffements, minimisations, déformations, inversions de concepts,… Qu'apparaîssent des questionnements sur la légitimité de recherches, expérimentations effectuées et de leurs impacts, ils se retrouveront rapidement noyés dans un cirque médiatique, une joute conceptuelle pour les services de com', complètement séparée et prévue; l'enjeu réel, 'la' réalité qu'illes pointent n'est pas remise en question le moins du monde. 'On' n'arrête pas le progrès.

'Nous' sommes intrinsèquement liées au destin de la société industrielle. Ce n'est pas, en ce sens, un simple concept théorique séparé ni séparable de 'sa' réalité; pas juste un Mal, un Bien ou un Truc extérieur. Certes, elle 'nous' impose des contraintes et tend à réduire 'nos' potentiels. Certes, elle rend sans cesse plus concrète une menace de 'mort' et une dégradation de 'notre' environnement. Certes, elle rend débile, assistéE par, et dépendantE d'elle. Certes, 'on' n'a même pas l'espace ni le potentiel de la refuser. Mais ce que je veux pointer particulièrement, c'est que 'nous' l'intégrons et qu'elle 'nous' intègre, pour peu que 'nous' nous responsabilisions comme composante active, passive, consciente et inconsciente de la caste des humaines industrielles. Cette société, c'est 'nous'. C'est aussi 'nous'.

Troisième axe: confort-équivalent-contraintes.

Déjà, quelles qu'en soit 'nos' remises en question théoriques de la société industrialo-pouët-pouët, 'la' réalité de masse qui 'nous' environne est façonnée, modelée, dictée par ces infrastructures sur lesquelles 'nous' n'avons aucun pouvoir; pas même de les refuser. Le potentiel pour s'en échapper est non seulement limité et partiel, mais il tend à s'amenuiser. On a beau critiquer cette société plus ou moins radicalement, 'nous' sommes baignéEs dans le confort que procure ses gadgets et applications. Le nucléaire, les pesticides, les ogm, les produits industriels, les ordinateurs, les clés usb, les voitures, les flics, ça tue et ça pollue, ça nous empêche pas déjà d'en bouffer, d'en utiliser volontairement et d'être doubleplus heureuXes ainsi; les gadgets technologiques - et disons, le 'confort', qu'illes procurent- qui émanent des recherches dites 'scientifiques' servent à la fois de masque de légitimité à des applications bien pires et moins médiatisées, légitiment leurs dégâts collatéraux mais contribuent en elleux-mêmes à l'asservissement conscient et pratique des individues à une société, à des moyens et infrastructures sur lesquelles illes ont de moins en moins de potentiel de prise, et de remise en question pratique. Il apparaît de plus en plus illusoire de croire que ale pequinE moyenNe

ait un droit de regard, un pouvoir sur les infrastructures qu'ille utilise et dont ille dépend, de gré ou de force, consciemment ou non. Et il semble de plus en plus inutile de faire le tri objectif dans le potentiel qu'ouvrent les recherches technologiques entre effets positifs, négatifs, et imprévus. Carottes, bâtons et émanations impalpables ne sont pas séparées ni séparables; elles incarnent une seule et même chose.

Une des carottes les plus efficaces de cette société de progrès, c'est bien de se targuer de développer des moyens de prolonger des vies individuelles, de promouvoir et faire miroiter 'la' vie sans mort. Certes. Beurk. Il n'empêche que ce légume, avec son si bel aspect, est gavé de pesticides; sans trop m'attarder dessus, je peux en lister quelques uns:

*L'idée que la dite 'société industrielle' se mord la queue, se proclamant guide de l'humanité: elle justifie son existence et légitime toujours plus de contrôle par la recherche de solutions aux diverses maladies, 'aliénations', catastrophes en tous genres dont elle est elle-même la source, dans un modèle exemplaire de fuite en avant. La dite 'science' nous sauve, mais qui 'nous' sauve de la 'science'? Ah, oui, les politiques. Si vous le pouvez, n'oubliez pas de voter aux prochaines élections pour un progrès raisonnable 100% équitable; c'est facile à reconnaître, le bulletin de vote est en papier recyclé.

*L'idée aussi que ces progrès sont orientés, financés et contrôlés par certaines instances de pouvoir qui sont les premièrEs à en récolter et trier les usages. Ils profitent globalement d'abord à certainEs castes de dominantEs, et souvent aux dépends des autres: 'On' tue, asservit et maintient sous pression massivement 'nos' voisinEs même pas au nom de la survie, mais juste pour un certain confort de vie, ou même uniquement pour maintenir, conforter, développer des rapports de puissance et de domination; du vent, en somme. Depuis des siècles, les paravents pour justifier les massacres, dominations, pillages et exactions n'ont rien perdu de leur ridicule. Les moyens mis en oeuvre et leurs échelles, par contre, sont sans cesse plus efficaces et massifs.

*L'idée que le progrès n'est maîtrisé que sur les prospectus émis par les antennes de com' des labos; que l'on peut subodorer au contraire que les effets réels des expérimentations échappent sans cesse plus des mains des dits 'scientifiques', qui, d'ailleurs, s'en embarrassent de moins en moins; que leurs agissements sont de plus en plus déconnectés de l'ensemble réel des effets de leurs actes, leurs têtes sans cesse plus enfoncées dans leurs plannings et objectifs pragmatiques-equivalent-dollar à atteindre.

Disons que la carotte ne tient que dans une analyse d'unE individuE pour son propre intérêt immédiat; qui en outre considérait l'état de 'la société' comme un paramètre immuable, qu'il est impossible de remettre en question, et sans autre possibilité de choix… Une analyse à une échelle plus collective, dans un espace-temps un peu élargi, montrerait probablement que globalement tout le monde y perd… Quant bien même le concept d'individuE soit une représentation construite, il me paraît assez difficile de relativiser sa propre vie, de la contrebalancer par celle de ses voisinEs; de se concevoir aussi comme une partie d'un processus un peu plus collectif; et de projeter la potentialité de sa propre mort, qui ne sera pas la mort de l'ensemble. Ca n'empêche en tout cas pas d'essayer, voire d'y réussir un minimum; ne vivre que dans son propre présent séparé et spécialisé pour renforcer et perénniser cette séparation sabote tout potentiel de futur collectif, et contribue à construire le mur sur lequel 'on' fonce. Tan-tan-tan! Je n'ai même pas besoin de sacraliser quoi que ce soit pour arriver à exposer ceci; au contraire, je fais de la sacro-sainte désacralisation en tendant ici à déstabiliser le concept d'individuE, l'egocentralisme humain et ses présupposés d'omnipotence. J'essaye d'apprendre à viser dans un univers de concepts orwelliens.

Et donc la suite?

« moi j'essaye d'être cohérent, j'dis bien j'essaye mais c'est pas une mince affaire vu la violence et le doute qui t'assaillent dès le réveil, j'guette les moindres traces de pouvoir jusqu'au fin-fonds de ma tête mais crois moi

y’a du travail, quand on nous force à écraser nos pairs pour posséder un bout de sol, y faire pousser une vie d’merde, qu’on s’y enferme et qu’on en crève à long terme." (Ape)

La critique pseudo-radicale du pouvoir et de son absolutisme contient en miroir ses perspectives, qui selon moi n’ont pas nécessairement besoin d’être théorisées plus que d’être ressenties, en tout cas pas en suivant les mêmes schémas de pensées et valeurs dominantes. ’On’ ne remplace pas un absolu par un autre, il n’est pas question de prêcher dans le vent des vérités et modèles universalistes qui seront structurellement toutes plus débiles et réformistes les unes que les autres dans leurs effets et mises en pratiques. « Son » alternative pourrait être considérée - c’est une vue de mon esprit, je n’ai aucune Vérité à défendre - un peu comme ce qui se créee, se construit, évolue, vit, meurt, interagit, grouille, se transmet, résiste, se diffuse, se concentre, en se concevant indissociable d’un processus de désertion, destruction et sabotage de « la société industrielle »; de tendre à assumer et affûter le rejet de ses valeurs et le concrétiser dans ’sa’ réalité. Cette espèce d’alternative -pour peu que l’« on » considère qu’elle existe - échappe intrinsèquement à tout enfermement dans des concepts, lois, normes et cadres figés; et c’est bien là radicalement tout l’intérêt que j’y vois et l’enjeu que j’y mets. D’ailleurs, tiens, en parlant de chaos, sans oser l’assumer directement: en essayant de regarder les éventuelles perspectives où « le » système s’enrayerait, localement et/ou globalement, où ses structures s’effriteraient: on ne peut pas croire ni dire qu’elles soient spécialement vendeuses, que se générerait et se répandrait spontanément Le Bonheur dans l’Autogestion pour le Plaisir, l’Amour, l’Epanouissement, l’Emancipation et autres Blagues; ces moments portent un potentiel d’intensité énorme, certes; y compris de l’horreur. Ils sont à la fois autant attirants que répulsifs. Il s’agirait de ne pas détourner les yeux, de gommer leur face cachée, mais au contraire de tendre à la prendre en compte, pour s’y préparer en amont; histoire -entre-autres- de ne jamais se retrouver en position de réclamer le rétablissement de l’Etat de Droit, l’Ordre et la Sécurité. De tendre à se donner les moyens pratiques et mentaux pour que, quelles qu’en soient les situations, ’nos’ manières d’être et d’agir soient le moins possible dictées par la panique, la nécessité et l’urgence.

Bon, ce que j’ai écrit est complètement caricatural et binaire: j’y décris une hypothétique et utopique situation d’effondrement généralisé et instantané, et appelle quasiment à une prise de partie du style: « à l’arrivée du chaos choisir son camp ». La réalité, si tant est qu’elle existe, est bien évidemment un peu plus subtile. L’effondrement des possibilités émancipatoires se fait à petit pas, comme dit la chanson. Mais en réalité il est potentiellement déjà plein de microbrèches, de petits effritements, en plus des espaces partiellement ouverts, qu’il s’agirait si possible de tendre à prendre en considération, occuper et se réapproprier, à la manière du sel sur les plaies. C’est aussi dans cette perspective que les balbutiements, expérimentations, tentatives et tendances autonomisantes individuelles et collectives, quelles qu’en soient leur caractère microbien-anticorps, prennent du sens: ne serait-ce que dans l’augmentation de potentiels d’adaptation et de survie aux situations imprévues; et puis d’ailleurs, c’est tout simplement une question de tendre à mettre en phase ce que l’on vit, son contexte propre, ce que l’on ressent et ce que l’on pense. Facile à écrire… Quant bien même on vive et se construise dans le refus et la haine de ce qui ’nous’ est imposé, l’envie de trouver des portes, d’essayer de se recréer des espaces ’vivables’, de rompre l’isolement, me paraît comme tout ce qu’il y a de plus ’logique’. Dans ces espaces de contre-ordre, les normes et non-normes qui y règneraient seraient définies et remettables en questions ’d’en bas’, par les gentes qui les vivent; et tendraient entre-autres à nier en actes une des plus énormément débiles justification du capitalisme, cherchant à se fondre dans l’évolutionisme: la présentation de l’existence comme intrinsèquement basée sur la domination de ce (et de celleux) qui nous entoure(nt). Les interactions offrent un tout autre potentiel. Potentiel de contradiction, aussi. Hé, oui comment s’allier, avec qui et pour quoi? Est une question que l’on peut se

poser à ce moment du texte. Prenons un exemple à peine caricatural: une communauté anarchiste d'écologie radicale a-t-elle des choses à faire avec un écolovillage? Par exemple, juste comme ça…. Tendre à être attentiVe à ce (et celleux) qui nous entoure(nt), s'en savoir indissociable, est une condition nécessaire mais certainement pas suffisante. De toute façon, la suffisance, c'est comme l'espoir, c'est à détruire aussi. C'est pas gagné. C'est pas grave. Restent le rire, la rage, et l'autodérision.

'punk, (Conscient que la théorie critique ne pourra jamais suffire à changer quoi que ce soit…) sous la haute surveillance d'un comité de Sages, expert-e-s en rédaction de texte collectif signé par une seule personne….

Repenser nos rapports à l'enfance, à l'âge, l'école, au savoir…

Nous proposons de consacrer vraiment du temps à la question de l'enfance, des savoirs, de l'éducation et du rapport entre les âges. Pour nous, si l'AMP se définit comme une structure en lutte contre de nombreuses formes de domination (de genre, de pouvoir, de travail, racisme…) et de discrimination, le rapport aux « enfants », les relations et la participation de personnes d'âges différents à nos processus nous semblaient ne pas avoir encore été suffisamment considérés. Par ailleurs, lorsque cela a été esquissé, comme à Belgrade par exemple, ces réflexions n'ont réuni que des parents autour de leurs enfants. De même que le racisme ne concerne pas que les noirs et les questions de genre pas que les filles, ces questions nous semblent générales, transversales, et aussi théoriques que pratiques.

Pour ces rencontres, voici donc des pistes qui peuvent être modifiées, enrichies… Nous proposons de :

•Réfléchir à des notions telles que l'enfance, l'adulte, le statut de mineur, la protection, la parentalité…

•Observer et critiquer la domination des adultes sur les enfants, la pression sociale et le contrôle exercés dès le plus jeune âge (obligations de résultats scolaires, focalisation sur le contrôle de l'absentéisme, construction des établissement pénitentiaire pour mineurs), la répression des parents qui ne se soumettent pas aux critères des lois sur l'éducation et le contrôle social, l'obligation de dénonciation des représentants de l'Etat et des acteurs sociaux, la généralisation d'un rapport carcéral, répressif et médical à l'enfance (rapport de l'INSERM, rapport Bénisti, recours à la psychiatrie, médicalisation, « génétisme » déviant…). Comment construire des résistances face aux contrôles sociaux ? Comment créer collectivement d'autres rapports ?

•Inviter des jeunes ayant participé aux mouvements sociaux de ce printemps pour faire un retour sur ce qui s'est passé, nous parler de comment ça continue…

•Critiquer l'école et la scolarisation de la société. Quelle construction et transmission des savoirs ? Comment considérer et respecter la curiosité native des enfants et leur créativité ? Que faire des « pédagogies » ?

•Repenser notre rapport à la parentalité, nos choix d'éducation, nos modes de vie, nos rythmes…

Nous organisons petit à petit les formes de cette thématique, tout en laissant le maximum d'espace afin que chaque collectif, ou individu-e puisse venir partager ses propres réflexions, pratiques, luttes.

Par ailleurs, ces rencontres pourront facilement être un moment intéressant et agréable pour les enfants si nous faisons en sorte de :

•Trouver et organiser avec les enfants un endroit où ils/elles puissent se reposer et jouer. Un endroit paisible, parmi nous, où ils/elles puissent vivre.

•Regrouper notre matériel pour diverses activités d'enfant pertinentes (théâtre, marionnettes, gravure, autoconstruction d'une aire de jeu…).

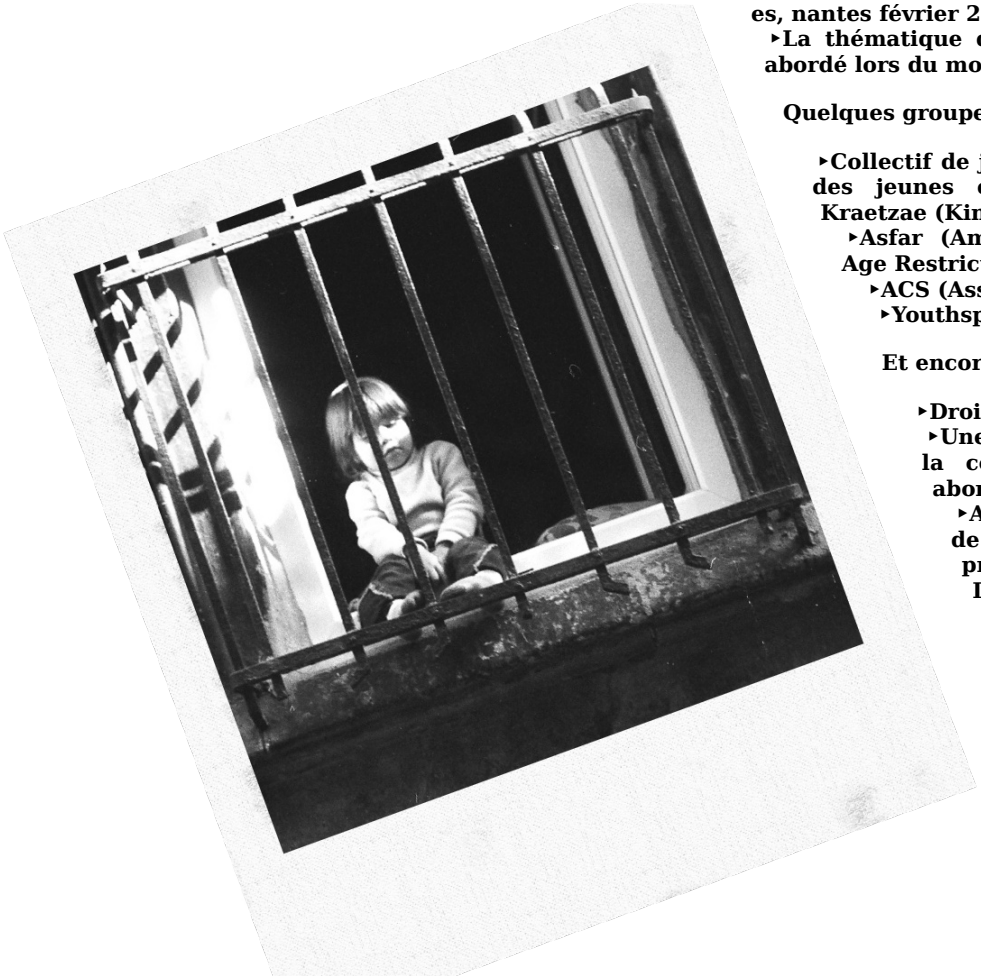
•Laisser ouvert un accès aux discussions, et avancer dans cette dynamique commune de réflexion avec les enfants. Utiliser des formes créatives d'interaction (théâtre forum, marionnettes, jeux, émission de radio, écrits…),

•Préparer spécialement des ateliers pour présenter des thématiques, partager avec elleux certaines de nos pratiques…

•Trouver et promouvoir des outils d'auto-organisation et leur permettre autant qu'ils/elles le souhaitent de partager notre organisation (assemblées, cuisine, construction, communication…).

Nous souhaitons aussi pouvoir faciliter l'accès et la disponibilité de femmes seules avec enfant qui font souvent face à des difficultés spécifiques.

Enfin, l'organisation de telles rencontres ne peut être l'affaire de quelques un-e-s. Il est possible de nous rejoindre vite dans cette aventure.



Vous êtes, notamment, les bienvenu-es tout le mois d'août pour de nouvelles propositions, construire les structures d'accueil (dômes, chiottes secs, les douches, les abri-soleils, les espaces cuisines) nécessaires pour recevoir tout ce beau monde rebelle !

Quelques contributions et infos faciles à trouver

À propos de déscolarisation/unschooling

‣Site web sur l'unschooling en France

‣Livre de Catherine Baker « Insoumission a l'école obligatoire » de Catherine Baker, avec des compléments ici avec aussi un lien sur une interview de l'auteure, fichier audio emmission « offensive » sur RL

‣Une série de brochures « éducation / système scolaire » sur infokiosques.net. Et notament le texte « on voudrait nous apprendre a marcher en nous coupant les pieds »

‣Une contribution sur paris.indymedia.org « boycottons le systeme scolaire ou si le système scolaire était conçu pour enseigner quelque chose à quelqu'un ca se saurait »

‣Et plus généralement sur le refus des notions d'instruction et d'éducation, vous pouvez aussi taper les mots clefs et en particulier « unschooling » et « france » dans www.google.fr

À propos du contrôle social et de l'enfermement des mineurs

‣Le rapport délirant de l'inserm sur la prévention de la délinquance

‣Luttes des derniers mois contre la construction des EPM (établissements pénitentiaire pour Mineur-es) « Pas de prisons pour mineurs, pas de mineurs en prison, ni à Lavaur, ni ailleurs » et parmis celles-ci, l'occupation du chantier d'une prison pour mineur-es, nantes février 2006

‣La thématique du contrôle social sera également abordé lors du moment décentralisé à Lyon.

Quelques groupes en lutte

‣Collectif de jeunes qui se battent pour l'égalité des jeunes et des adultes en Allemagne : Kraetzae (KinderRÄchTsZÄnker)

‣Asfar (Americans for a Society Free from Age Restrictions)

‣ACS (Association for Children Suffrage)

‣Youthspeak

Et encore…

‣Droits des jeunes sur Wikipedia

‣Une interview de Christine Delphy sur la construction des genres, où elle aborde le statut des mineurs

‣A propos d'amalgames : « Autour de l'affaire Cohn-Bendit, libérer et protèger l'enfance » et « Pudeur et Débauche montent un bateau »

les lien sont sur la page: http://pgaconference.org/fr/2006/kids_and_ageism

LA FRICHE, LYON

Les sociétés de contrôle et les politiques sécuritaires : biométrie, vidéosurveillance, répressions policières et nouvelles technologies

La question du contrôle social est complexe puisqu'elle touche à différents niveaux de la société… Le contrôle fonctionne entre autre grâce aux institutions (éducation nationale, familles, travail, prisons, police, anpe) pour mieux surveiller, punir, éduquer à de « bonnes manières », pour assujettir l'individu et pour qu'elle-il devienne un « citoyen honnête ». Ces institutions utilisent tout un tas d'outils de répression (justice), de stabilisation (médiateur-ices de toutes sortes, agencement de l'espace), de manipulation (TV), de surveillance (vidéosurveillance, puces). Elles cherchent à maintenir les individus dans un rapport au monde de faible intensité. Chaque crise de colère est réprimée, quand elle est individuelle, la personne est placée en HP ; quand elle est collective, lors d'un mouvement social par exemple, elle est réprimée par les forces de l'ordre. Face au contrôle de nos vie quelles stratégies adopter : imaginer des alternatives possibles à ces instances de normalisation sociale ou envisager leur destruction ?

presentation du lieu:

La friche RVI est une très grande usine désaffectée : 3,5 ha de hangars industriels réinvestis par une joyeuse bande d'artistes, de militantEs, de riverainEs, et se targuant d'"alternatives". Toutes les disciplines, tous les arts s'y confrontent, cohabitent, dans un maelström permettant l'émergence de nouvelles formes, lieux, arts, rencontres…

Elle représente une expérience innovante, qui insiste sur le fonctionnement autogestionaire comme expérience artistique et humaine ; autogestion plus ou moins bien assumée collectivement et individuellement.

Cet univers hostile et dur, où l'on baigne dans un espace froid métalique et bétoné, devient une zone fort sympathique, mélant toutes sortes d'architectures-constructions : une sorte de village dans la ville. Cette énorme structure permet la "communalisation" de quelques outils comme un atelier de sérigraphie, un hacklab, des espaces d'exposition, de lieux de vie, etc ; le partage de connaissances et matériels pour le travail du bois, du métal, la couture, l' expression corporelle…

Il nous semble intéressent de discuter en Aôut des tenants et des aboutissants des différentes politiques sécuritaires pour mieux les cerner et les comprendre ainsi que de trouver collectivement des moyens de détourner ses outils, de les rompre.

Car tout ceci est bien plus complexe que ça en a l'air puisqu'il faut également envisager la multiplicité des rapports de forces qui découlent du domaine où ils s'exercent et sont constitutifs de leur organisation, par les jeux qu'ils exercent et les stratégies qu'ils mettent en place. Il serait donc trop facile de tenir l'état comme seul responsable et créateur du contrôle de nos vies. Cette approche binaire, cible un système et de fait l'extériorise de nous alors que nous en faisons partiEs, nous avons grandiEs à l'intérieur et intégréEs ses normes par nous même. Il nous semble donc primordial de revenir également sur les questions des normes, par rapport aux attitudes genrées, sexistes, racistes, par notre rapport aux corps et pour comprendre comment nous sommes marquéEs par nos appris sociaux.

Quelques pistes de réflexions pour les prochaines discussions (n'hésitez pas à en ajouter) :

•Les différentes technologies au service de l'Etat pour mieux surveiller et contrôler. (Biométrie : Le corps comme possibilité d'individuation et de control / Normalisation de nos mouvements et de nos corps).

•Les nouvelles architectures urbaines pour une meilleure gestion des flux humains (lieux publics de plus en plus aseptisés, où des formes de vie ne sont plus possibles, sont réduits à des endroits de passages et aménager dans ce but là).

•La psycho pharmaceutique comme outil de normalisation et de pacification (les H.P., dernier rapport scientifique de l'INSERM sur les enfants hyper actifs, …).

•Les médias et leurs propagandes des discours sécuritaires (exploiter l'inquiétude et la peur, donner un sentiment d'insécurité, les différentes lois Sarkozy)

•Les institutions au service de la normalisation (sortir du système scolaire, détruire les prisons ?)

Politiques migratoires, racisme et néo-colonialisme

Les quatre thèmes qui suivent nous semblent liés mais aussi distincts, dans ce qu'ils touchent concrètement. Ils sont très vastes mais s'entremêlent : si l'on en aborde un, on en vient souvent à en aborder d'autres. Ces thèmes sont compliqués car ils touchent à des situations individuelles ou collectives sensibles. Nous nous questionnons beaucoup sur ces questions sans forcément avoir toutes et tous approfondi ces problématiques dans nos vies et nos luttes, mais nous souhaitons les aborder sérieusement lors de ces rencontres car elles nous semblent cruciales.

Nous aimerions faire un bilan des politiques migratoires en Europe et autour de l'Europe, de comment elles se renforcent, de comment elles sont un danger pour de nombreuses personnes, de quels modes de réactions et de résistances existent déjà. Tout cela dans le but de renforcer les résistances, réactions et solidarités.

Le racisme (ou les racismes ?) persiste dans nos sociétés, au niveau institutionnel mais aussi interindividuel, comment l'appréhender ? Comment résister ? Comment réagir ?

En France, l'idée de persistance ou résurgence de formes de relations et d'attitudes coloniales est utilisée par certain-e-s pour expliquer la situation de certains individus et groupes sociaux, à l'intérieur même du pays, vis-à-vis de l'Etat comme vis à vis du reste de la société… Que faire de ces analyses et comment lutter ? Comment cette attitude coloniale est-elle aussi imprimée dans les rapports entre pays, au niveau national mais aussi probablement entre « nous », dans « nos » réseaux ?

Enfin, les émeutes et autres actes de révolte qui ont eu lieu, en majorité dans les banlieues et quartiers populaires, en France, en novembre 2005, comme les mobilisations et révoltes qui s'y produisent de manière plus régulière depuis longtemps, nous questionnent. Elles sont, entre autres, reliées

aux trois thèmes cités précédemment : politiques migratoires, racisme, politiques et attitudes néo-coloniales (mais aussi comportements de la police, discriminations socio-économiques, urbanisme…). Si la révolte en a enthousiasmé beaucoup parmi nous, l'impression qu'il y a un fossé en France, entre la plupart des anarchistes, libertaires, anti-capitalistes, révolté-e-s en tous genres, et les personnes révoltées des banlieues et quartiers populaires devrait être aussi l'occasion de questionner ces mouvements… Comment utiliser ces rencontres pour nous rencontrer, renforcer les liens, solidarités et projets entre un maximum de révoltés, mais aussi réfléchir à tout ce que ces révoltes devraient nous poser comme questions ? Qu'est-ce qu'elles nous ont apporté, en terme de rencontres, d'enthousiasmes, mais aussi de remises en cause ? Comment réduire ce fossé, être solidaires, pas que dans les mots ? Et vous qui ne vivez pas en France, il paraît que beaucoup d'entre vous sont très intéressé-e-s… Comment avez-vous vu et vécu ces révoltes, comment vous ont-elles inspirées ou questionnés ?

Pourquoi un focus féministe-queer ?

La volonté de traiter les questions du genre, de la domination masculine et de l'hétérosexisme comme thématiques transversales présentes dans tous les débats des conférences de l'AMP europe a été exprimée plusieurs fois ces dernières années, depuis la conférence de Leiden en 2002. A Belgrade en 2004 cette tentative a encore rencontré un grand nombre de résistances, mais aussi suscité envies et enthousiasmes. C'est pourquoi, à la dernière réunion des organisateurices de la conférence cette année, il a été décidé de créer un « focus antipatriarcat-antihéterosexisme » sur un des lieux de la partie décentralisée de la conférence, à la fois pour ajouter un focus, et pour être partout présent ailleurs dans la thématisation transversale.

Nous sommes en tous cas décidéEs à insister pour que ce sujet ait une place à part entière.

Pour nous, le groupe de préparation du focus, ce n'est pas un sujet à part, à traiter par des spécialistes. Au contraire, nous pensons que ça concerne chacune et chacun qui veut un monde radicalement différent.

Prendre au sérieux les critiques féministes et queer change profondément la définition de ce qu'est la politique : le champ du politique en est fortement élargi. On sort des définitions classiques, patriarcales qui dépolitisaient et dé-historisaient auparavant des sujets comme le corps, le relationnel, l'émotionnel, le travail ménager, la sexualité…

En fait nous pensons qu'aucune pratique véritablement anticapitaliste et antiétatique n'est possible ou pertinente sans une critique radicale des relations de genre et de sexualité.

À la partie de la conférence qui aura lieu à

Lyon, nous voulons créer un espace pour penser le croisement entre les genres, les sexualités et les racismes, la xénophobie, l'antisémitisme, le capitalisme, l'Etat, la nation.....

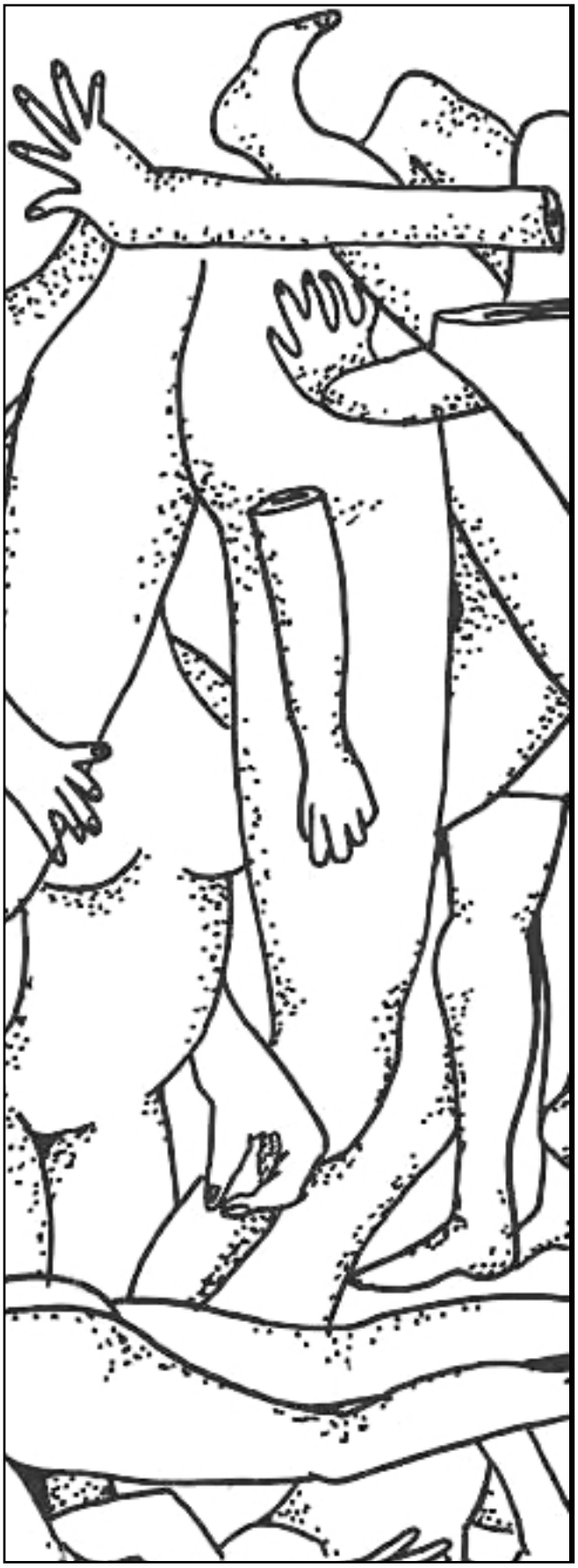
Quels (pro)féminismes ?

Nous voulons mettre en avant des approches qui prennent en compte la critique féministe et queer des identités. Des approches qui soulignent que le problème n'est pas juste que tout le monde est enfermé dans des stéréotypes et des rôles genrées, mais aussi que des groupes précis dominent d'autres groupes, selon des mécanismes tout aussi précis. Des approches qui ne tombent pas dans le piège de parler des oppriméEs, de traiter les victimes d'une domination d'une façon qui contribue à leur oppression, de les représenter comme des victimes passives impuissantes et négliger leurs autonomies relatives. Nous voulons organiser des espaces dont les personnes concernées puissent s'emparer. Nous voulons organiser la possibilité de mettre en cause notre propre position sociale souvent dominante aussi de militantEs et notre embrouillement dans une multiplicité de relations de dominations contradictoires. De prendre en compte d'où nous venons, d'examiner nos projections (positives et négatives) sur les autres que nous ne connaissons pas...

Divers ateliers et discussions concretes ont déjà été proposées et évoquées, avec divers moyens.

•Féminisme et rapport à ce qui est désigné comme « la société industrielle »

‣« Les nouvelles technologies - outils d'émancipation ou moyens d'oppression et de contrôle ?" Les approches féministes ont été souvent critiquées ces dernières années en fonction de la critique anti-industrielle, soit comme des approches secondaires, soit même carrément comme néfastes dès lors qu'elles remettaient en cause un ordre vu comme « naturel » et donc salvateur par rapport à un « désastre » en cours. Il serait bon quand même de mener des réflexions sur le pourquoi de l'engouement fréquent pour ce néo-antiféminisme, sans négliger pour autant celles sur les dimension « émancipatrices » ou non que des gentes peuvent trouver dans des technologies, ainsi qu'un regard critique



ce qu'elles peuvent représenter et sur la société qui les produit. envie d'apporter aussi les différentes approches 'culturelles' des différents pays. Il a été également proposé de rassembler de la documentation sur ce sujet.

•Féminisme et racisme

‣Projection du film « un racisme à peine voilé » Il serait bon en fait de rassembler à cette occasion des groupes de femmes et transgenres issues d'autres cultures qu'occidentales, qui existent et on joué des rôles importants à diverses reprises depuis des années. Des propositions précises ont été faites à ce sujet. Depuis quelques années, des fractures sont apparues sur ces sujets dans le mouvement féministe même, et il serait bon de travailler là-dessus, et pas qu'entre militantes de culture occidentale.

‣Travailler sur croisement des différents thématiques. p.ex. : l' instrumentalisation de la misogynie et de l'homophobie des « autres » en vue de conforter un discours raciste.

•Groupe d'hommes ou de personnes se définissant hommes proféministes « comment dans les milieux autoproclamés " radicaux " ils peuvent se responsabiliser, et s'engager contre le patriarcat et l'hétérosexisme ».

•Ateliers d'autodéfense pour membres de groupes souvent en butte aux agressions et pressions (femmes, lesbiennes, transgenres.)

•Ateliers contact-improvisation: une pratique corporelle alternative ?

•Espaces de parole autour de la mononormativité, de l'hétéronormativité, de la normativité des genres…

•L'infokiosk féministe

•Écoute des émissions radio de DégenréE - l'émission pour déranger!

Tout cela n'est qu'une petite partie des contenus que nous pourrions aborder lors de cette rencontre. Voici une liste de thématiques proposées, non-exhaustive bien sûr.

•Genre, précarité et migration

•Racisme, orientalisme, sexisme

•Mouvements et histoires féministes

•Apprendre des féminismes « noir » et « du tiers monde »

•Solidarités concrètes au delà des frontières

•Travail, échange, exploitation: économique / emotionnel / sexuel

•Le genre et l'amour, le sexe, les relations affectives…

•Politiques transgenre

•La construction des identités, reflexions queers

•Antisémitisme et genre

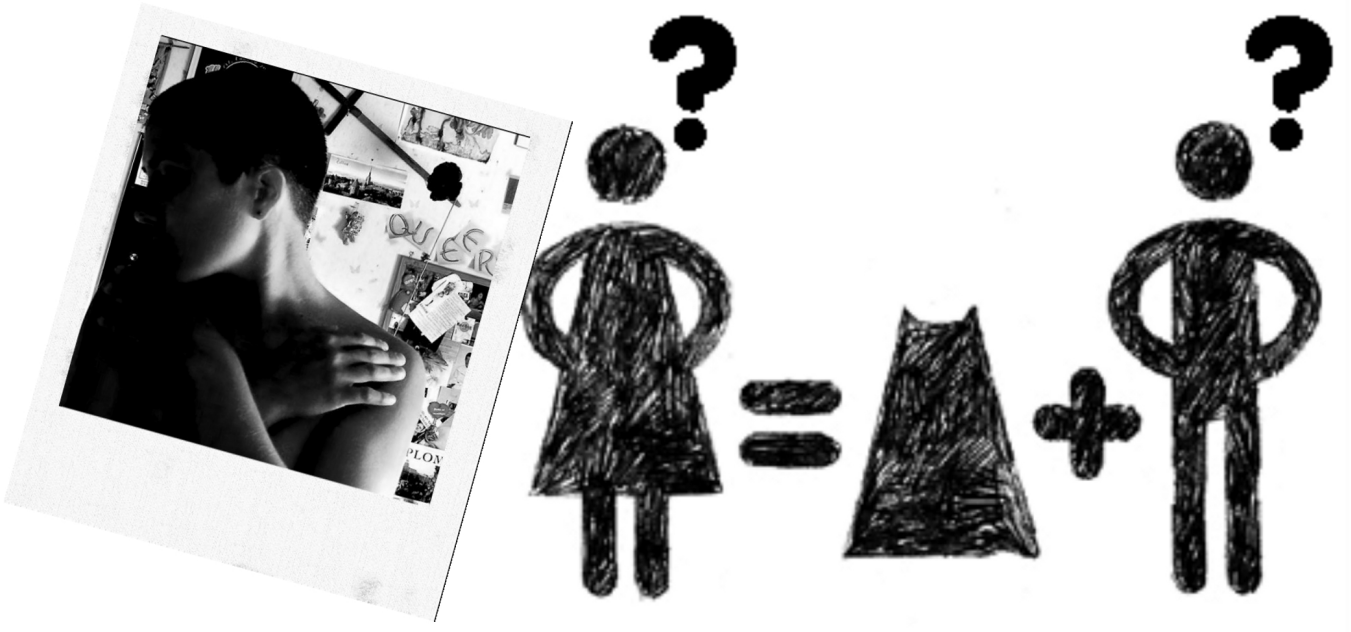
•Féminismes et modes de vie

•Critiques de l'idée de la nature

•Les normes du corps et les politiques du corps

•Initiatives/groupes d'hommes proféministes

Cette rencontre se construira avec les propositions et apports de chacunE, alors n'hésitez pas à l'alimenter.



QUELQUE PART À TOULOUSE

Démences foncières

présentation du lieu:
Un terrain en ville, trés grand, entouré d'éspaces verts et directement en lien avec les pratiques frauduleuses de spéculation des institutions.

De plus en plus hors de prix, de plus en plus privés sur des superficies de plus en plus étendues, de plus en plus contrôlés (SAFER*, notaires et tout le tralalère), de plus en plus intensivement surexploités, de plus en plus lessivés et pourris ; bref, pour résumer simplement une situation qui ne l'est pas, c'est de moins en moins réalisable de trouver des terrains libres où s'installer.

Persévérance, chance, rigueur, recherche poussée, motivation, réflexion stratégique… Entraide, solidarité, illégalité, lutte, rapport de force…

Dans ce monde marchand, le désir d'acquérir un terrain pour y mener des activités non commerciales, plutôt dans une logique de vie qui tend à l'autonomie pour la survie quotidienne, à l'auto-réalisation de savoirs (-faires) qui parfois se perdent, à la débrouille en opposition à la spécialisation, est un rêve, un projet de plus en plus compliqué à mettre en place.

De nombreux obstacles sont à franchir.

Le système capitaliste dans lequel nous évoluons (ou plutôt régressons) impose des modes de vie et des rapports de dépendance tellement aliénants, abrutissants et névrosés qu'il est concrètement difficile d'en réchapper seul-e : le cadre collectif est un échappatoire, il ouvre des perspectives et enrichit d'échanges d'expériences et de réflexions, divers questionnements et problématiques ; il permet de trouver des solutions collectives.

En terme d'accès à la terre, il n'existe pas 10000 alternatives. Soit c'est l'occupation ou la réappropriation d'espace, soit c'est la propriété, qu'elle soit portée par une association, une SCI (société civile immobilière), un GFA (groupement foncier agricole)… ; il existe plusieurs formes juridiques dans le cas d'achat collectif un peu moins pire que le seul nom d'une personne.

Et la propriété d'usage… Tellement peu évoquée… Mais tellement plus cohérente avec la volonté de mettre en avant des pratiques en rupture avec cette « société industrielle et son avenir ». Ce qui importe, c'est ce qu'on y fait, comment on le fait et pourquoi. D'ailleurs, la propriété d'usage sur un terrain à la campagne dans un but

d'autonomisation est indissociable, à mon sens, d'une ouverture du projet sur l'extérieur, d'une attitude de confrontation avec les pouvoirs en place et donc forcément d'actions de destruction de structures et rouages du système capitaliste répressif robotaumatisé qui nous entoure.

Pourquoi devoir se vendre dés la naissance ? Pourquoi devoir acheter pour vivre ?

La réappropriation de l'espace est une réaction logique à comment nous sommes dépossédées de nos vies et moyens d'existences et de subsistances dés que nous arrivons sur cette planète. Ce n'est pas une pratique très courante en Europe que se réapproprier des terres, mais dans divers autres points du monde, c'est une lutte politique et de survie plus répandue. Au Chiapas (Mexique) par exemple, plusieurs villages communautaires se sont ainsi organisés sur des terres de l'état, et produisent leur propres besoins alimentaires, réinventent leur propre école, leurs propres médias (vidéos de promédios)… En France par exemple, le squat existe surtout en ville, mais diverses expériences d'occupation existent aussi à la campagne (dans les Cévennes, en Ariège, sur le plateau des Millevaches dans la Creuse…), et certaines depuis des années, parfois même tolérées par des mairies pas si débiles.

C'est pas simple, mais ça devient assez urgent pour pas mal de gens en France de s'installer à

la campagne ; et vu la spéculation foncière, la raréfaction exponentielle des terres, et la répression croissante dans ce climat sécuritaire terrifiant, on peut dire que c'est pas du gâteau…

Alors dans ces conditions, partager nos expériences, nos recherches et nos désirs nous encourage à continuer et peut permettre de trouver toujours et encore de nouvelles idées pour faciliter la réalisation de nos vies et de

nos utopies les plus folles.

* la safer (société d'aménagement foncier et d'établissement rural) est un organisme d'état présent dans chaque région/département spécialisé dans l'achat, la vente et la gestion de propriétés rurales. Elle possède les droits de préemption et de rétrocession ; et peut ainsi décider à qui et à combien « céder » le terrain ; c'est à dire par exemple à l'un de ses membres comme le gros exploitant du coin.

Voici quelques infos supplémentaires trouvées sur google :

La Safer

J'ai peu poussé les recherche car ce qui suit en dit déjà long sur les pratiques mafieuses de cette société :

« Préempter les terres, les exploiter, les découper, les distribuer sont l'apanage de nos SAFER pour le malheur du monde agricole et rural. Ces « SAFER », agissent parfois comme si elles n'étaient soumises à aucun contrôle. L'état leur a délégué des pouvoirs très importants, quasiment le pouvoir de rendre la justice entre plusieurs demandeurs."

"200.000 dossiers de ventes de propriétés rurales sont soumis chaque année aux enquêteurs des SAFER. Leur pouvoir absolu est redouté et donne lieu à d'innombrables conflits et à de trop nombreux passe droits."

« Vendre une terre agricole à votre voisin agriculteur ? Impossible sans le signaler à la SAFER de votre région. Si votre terre l'intéresse, la SAFER peut préempter votre bien et le vendre à un prix imposé puisque, a contrario de l'abolition du contrôle des prix, la SAFER peut fixer le prix de votre terre selon ses propres barèmes et, de surcroît, choisir l'acheteur qui lui convient."

« Les agriculteurs ? Lesquels, puisque l'arbitraire dans le choix de l'acquéreur est total ! On chuchote que les responsables de SAFER ne sont pas rares à avoir doublé, triplé voire quadruplé la surface de leurs exploitations… Yves Censi, député de l'Aveyron, expert en questions rurales, n'hésite pas à affirmer : « Ce qui manque aux SAFER, c'est la transparence »."

« Ces sociétés ont un but non-lucratif, mais « conserver par-devers soi le montant de la plus-value apportée à un terrain préempté constitue une opération difficilement conciliable avec le but non-lucratif d'un organisme comme une SAFER. Fort étonnamment, l'état continue à déléguer son pouvoir aux sociétés privées que sont les SAFER. L'état fait même plus : ses subventions aux SAFER, sont de 7,5 millions d'euros par an et les SAFER ne sont pas soumises aux taxes sur les transactions, l'équivalent pour les SAFER de 50 millions d'euros d'économie par an. Sans parler des subventions européennes dans le cadre du Développement rural national de 6 millions d'euros par an."

Remettre les pieds sur terre…

En 1800, 85% de la population française se nourrissait elle-même, et faisait vivre les 15% restant. Aujourd'hui, l'agriculture représente 3,6 % de la population active. Dans 20 ans, on sera à 2 %. Cette activité, entièrement soumise aux intérêts de l'industrie chimique, agro-alimentaire et de la grande distribution, empoisonne les sols, appauvrit la biodiversité, consomme massivement de l'énergie à effet de serre, épuise les réserves en eau, et met en danger l'avenir d'un grand nombre d'espèces végétales et animales (dont la nôtre) dans le Tiers-Monde et ici même. Les OGM et les nanotechnologies (le puçage des animaux n'est que le début…) vont accroître considérablement le pouvoir d'une petite poignée de multinationales intouchables sur le vivant.

Tout ou presque dans notre environnement, éducation, milieu de vie, culture, consommation, nous écarte de la connaissance concrète et pratique de ces gestes fondamentaux qui consistent à nous nourrir, nous vêtir, nous aimer, construire notre toit, faire la fête… Le travail est parcellisé, la vie atomisée, artificialisée, et nous sommes devenus une population hors-sol dans ce vaste hypermarché où tout est sous contrôle, avec quelques îlots de Disneyland, qu'on appelle encore la terre…

Devant une telle situation on peut se voiler la face, faire confiance à « la Science », ne pas regarder les dégâts déjà irréparables à l'échelon de toute notre planète, ne pas se dire que la fin annoncée du pétrole va provoquer, outre cette explosion des guerres qui ont déjà démarré au Moyen-Orient et ailleurs, des catastrophes en série dans une agriculture entièrement dépendante de cette énergie, et de la bourse. On peut également se lamenter, comme on fait souvent devant les avancées foudroyantes des industries mortifères dans notre quotidien… « on n'arrête pas le progrès ! Et puis, c'est si pratique… »

On peut aussi commencer à réagir, tenter de remettre les pieds, voire les mains, sur cette terre. Des jeunes (et des moins jeunes parfois) cherchent à s'installer pour devenir paysan-ne-s. Des réseaux d'acheteurs, des échanges sans intermédiaires se construisent. Des jardins collectifs commencent à fleurir. Des citadin-e-s tentent donc de se réapproprier, au moins en partie, cette question vitale de notre alimentation. C'est que face à la spéculation sur le prix de la terre, à la transformation des fermes de nos régions en résidences pour citoyens argentés de l'Europe du Nord, il devient urgent de réagir.

Des réponses collectives sur la question cruciale de l'accès à la terre s'organisent (comme le GFA de Martre de Bel Air à Penne, dans le Tarn, ou celui de La Ruche). D'autres initiatives sont en marche, comme celui du rachat de La Terre, à Livernon dans le Lot. Des « tontines » (en fait l'organisation de prêts de particuliers à particuliers, sans intérêts) ont été mises en place. Elles constituent le pendant des tentatives qui se multiplient en ville, face à la spéculation sur le bâti, pour permettre une accession digne au logement pour tou-te-s. Droit d'usage contre propriété privée, autonomie, respect et justice contre dépendance, irresponsabilité et soumission, telles sont les valeurs qui peu à peu se dégagent de ces mouvements.

Pour mieux faire connaître ces aventures, un groupe relais s'est constitué à Toulouse. Il se propose de sensibiliser les habitant-e-s de notre agglomération par des projections, des rencontres et des débats, et de permettre aux individus, groupes et associations intéressé-e-s de prendre des parts (c'est à dire une part active et responsable) dans ces projets.

Ce n'est certainement qu'un début…

Urbanisation : aménager un espace de vie, construire une offensive face à une politique de cloisonnement social

L'espace s'aménage, se construit avec des objectifs liés à des visions sur la gestion d'une vie en société. L'urbanisation est ainsi directement liée à la relation aux autres, à une construction communautaire au sens large : comment définit-on un lien social, comment le construire dans le long terme, l'organiser de manière à ne pas se trouver dans la situation d'urgence sociale qui donne la part belle à des solutions sécuritaires ultra-répressives.

Cette dernière question fait justement référence à une réponse à donner face à une politique marquée par une volonté de pratiquer un cloisonnement social. L'exemple le plus flagrant est fourni par les nouveaux aménagements dans les banlieues ; construction de grands boulevards à sens unique permettant un bouclage plus efficace et rapide des quartiers, volonté de casser les communications de coursives entre barres d'immeuble ; ceci pour mieux appuyer une répression accrue vers les populations de ces quartiers à l'image des nouvelles lois LSI ou les projets d'établissements pour mineurs. Les nouveaux aménagements en centre-ville témoignent, quant à eux, d'un effort de limiter au minimum la vie dans la rue, symbole d'un contre-pouvoir face à un régime policier fort. Tous ces aménagements de l'habitat s'accompagnent d'arrêtés préfectoraux et décrets qui tendent à lisser le mode de vie des habitants dans le même sens.

Une des thématiques présentes à Toulouse lors de l'action mondiale des peuples traitera de ces questions d'urbanisme. Le but étant de réfléchir en commun à la construction d'un habitat d'ensemble permettant à un véritable lien social de se construire. Cette réflexion doit s'élaborer à l'aide d'exemples concrets d'expériences à la fois de contruction de nouveaux espaces urbains autonomes basés sur la solidarité entre habitants et aussi de confrontations avec la politique étatique de remodelage des espaces afin de cloisonner les habitants d'un même quartier mais aussi de fermer les liaisons inter-quartiers.

Critique d'une politique de logement social

Les cités jardins détruites au profit d'un habitat plus lisse et rentable à court terme

Prendre l'exemple des cités jardins ces dernières décennies et leur devenir à Toulouse démontre clairement que la logique d'un habitat sécurisé à court terme a remplacé celle d'un habitat de quartier organisé de manière à favoriser les liens entre les occupants. Le fait que ce sont des organismes à but de « promotion sociale » comme l'OPAC ou la Société des Chalets qui gènérent de telles politiques est d'autant plus choquant. Ces cités jardins organisées en petites maisons individuelles entourées de jardins individuels sont peu à peu remplacées par des maisons ou petites barres sans espaces verts, le tout dans un logique de cloisonnement des entités entre elles. Au final des opérations de remodelage, nous obtenons un gain de surface en rasant les jardins pour générer plus d'espaces d'habitat aux loyers surélevés dûs au surplus de gadgets sécuritaires (résidences surveillées, parcs résidentiels fermés …). En face, quelles sont les pertes en terme de lien social et de solidarité dans le quartier ? Si nous nous plaçons sur un mode de communication / observation à court terme, les politiques de remodelage des quartiers seront approuvées autant de fois que l'on voudra chasser des populations ciblées. A long terme, on préférerait voir des quartier où des liens solides rattachent les habitants de leur habitat. Seulement, la solution à long terme a le désavantage de ne pas satisfaire le saint promoteur immobilier même si celui-ci porte l'étiquette de la « construction sociale ».

Les banlieues cloisonnées puis déplacées au gré de l'expansion économique

Dans les quartiers comme la Reynerie, l'urbanisation a un but affiché clair : contrôler. La construction de grands axes à sens unique pour entrer et sortir du quartier en est un exemple. Le bouclage du quartier est assuré de façon quasi instantanée comme ont pu témoigner les habitants de la Reynerie en 2005. Un camion de CRS à l'entrée et à la sortie du quartier pour fouiller systématiquement les populations à pressuriser durant plusieurs mois.

Pour pouvoir éviter tout risque de regroupement et d'organisation, on veut s'attaquer maintenant aux coursives, couloirs pouvant permettre un repli stratégique en cas d'intrusions des forces de police. Cet objectif s'accompagne aussi d'un pourrissement des barres d'immeuble. Casser les coursives signifie pratiquement de casser la barre du milieu sur les trois barres solidaires d'appartement. Les deux extrémités se détériorent alors peu à peu jusqu'à écoeurement des populations. L'urbanisme c'est aussi la gestion des espaces communs : difficile de créer une situation idéale dans des endroits où le ramassage des poubelles ne passe plus ou très peu. En bas de la fenêtre du Maire, c'est tôt le matin et tard le soir que trois types de camions oeuvrant pour la propreté des pavés du Capitole s'attachent à faire le boulot.

Ces quartiers sont menacés de voir leurs populations disparaître à cause du grand projet de ville le « GPV ». Créer des axes de communication, casser les vieilles barres pour faire resplendir l'aura technologique innovatrice de Toulouse jusqu'à la périphérie. La construction des nouveaux quartiers reculera un peu plus encore les populations les plus défavorisées, facilitant l'isolement de ces dernières quand la révolte soufflera. Durant les émeutes de novembre 2005, il était impossible d'accéder en métro ou en bus dans le quartier

quand le rapport à l'espace se fait marchand

Au centre-ville, on transforme l'espace en vitrine géante, les coins où s'arrêter deviennent marchands : plus de places pour s'installer confortablement autrement qu'à la terrasse d'un café. A l'image d'un Douste Blazy qui promet à ses commerçants que Toulouse ne sera jamais complètement piétonnier pour éviter que des hordes de « marginaux » n'affluent sur la ville rose et son centre-ville tellement chic.

L'occupation de la rue est calculée là aussi pour le contrôle : lois sécuritaires interdisant les rassemblements en dehors des cadres festifs définis (fête de la musique, coupe du monde…), rénovation des places de manière à éviter les regroupements, rénovation des quartiers aux populations trop subsersives par rapport à la bourgeoisie qui consomme, elle, le centre-ville. Si les habitants décident de réellement prendre en main cette occupation de la rue, les forces de l'ordre tapent un grand coup comme lors de la fête de la Musique 2005 où beaucoup de personnes se sont rendues compte que rien n'était laissé au hasard dans leur occupation des pavés toulousains. Que dire de ce décret en vigueur dans la ville de Barcelone interdisant aux passants de déambuler sans but dans la rue la nuit tombée.

On l'aura compris la critique de l'urbanisme ne peut pas se faire de façon cloisonée quartier par quartier, cellule par cellule mais dans une vision d'ensemble.

Des pistes pour habiter autrement son espace

Le modèle de cellules autonomes communicantes, la notion de propriété privée/propriété d'usage

Déclarer l'autonomie des quartiers ne consiste pas à cloisonner les populations en communautés mais plutôt de proposer une indépendance des habitants d'un espace par rapport aux autres entités. La Reynerie est un exemple de cellules non autonomes en terme de services publics comme la distribution de courrier, les pôles d'activités sociales et culturelles, les services de ramassage d'ordures. Au contraire, le centre-ville, lui est dans une relation contraire cumulant l'ensemble des efforts de la communauté urbaine de la ville.

Ces cellules autonomes doivent obligatoirement avoir accès à des réseaux de communication facilités (transports communs, absence de boulevards à circulation rapide qui cloisonnent des quartiers empêchant le déambulage humain, espaces verts communs entre deux cellules permettant les rencontres autrement que dans un contexte urbain oppressant et marchand).

Ce principe de cellules autonomes permet surtout d'affirmer un principe simple : l'autodétermination pour quiconque quant à son choix d'habitat et sa manière de gérer son espace d'habitat. Cette autodétermination pour un ensemble d'habitats dans la façon qu'ils ont de communiquer, de pratiquer des liens de solidarité. A Toulouse, par exemple, ce droit est bafoué pour les habitants des cité jardins, les habitants de la Reynerie mais aussi pour les habitants du centre-ville qui voient leurs places situées près de chez eux devenir moins hospitalières.

Rappelons que nous faisons la différence entre propriété privée et propriété d'usage. Lorsque nous parlons d'autodétermination dans le choix de l'aménagement urbain, ce droit prévaut pour le propriétaire d'usage, la propriété privée ne peut pas être décisive dans le choix de l'aménagement d'un espace. C'est justement la confusion de ces deux types de propriété qui a été l'appui juridique pour justifier les nouvelles politiques d'urbanisme. L'OPAC propriétaire des cités jardins décide tout seul comment les habitants de ces cités doivent vivre. A nous seuls de juger des incohérences qui s'ensuivent.

Accéder à la Terre collectivement pour se confronter efficacement à une politique oppressante d'urbanisation

L'avantage d'accéder à la Terre collectivement ne puise pas son intérêt premier dans l'aspect financier. Le squatt échappe d'ailleurs à cet aspect. Aménager collectivement un espace c'est d'abord se construire suffisamment d'autonomie pour pouvoir garder un habitat conforme à ses aspirations tout en se confrontant à la politique urbaine actuelle. Seul, l'espace que l'on s'aménage se fait peu à peu grignoter par l'urbanisme extérieur. L'ilôt résistant construit perd peu à peu toute marge de manoeuvre pour pouvoir s'autosuffire et meurt sous la pression urbaine. Des sytèmes d'accès à la Terre exitent déjà, de nouvelles manières sont à inventer encore, voir le texte d'accès à la Terre.

L'offensive face à cette politique violente d'urbanisation

souvent les volontés d'organisation entre populations des quartiers débouchant sur des manifestations pacifistes ont été autant réprimées que lorsque ces mêmes quartiers brûlaient.

Les actions sur les places publiques visant à réaménager, pour un temps dérobé, l'espace permet de capter l'attention du passant et de faire entrevoir les autres possibilités de l'utilisation d'un espace dont il s'est fait exproprier. Repas de quartier, bals sauvages, manifestations de nuit, fausses commémorations, expos sauvages, les idées ne sont pas manquantes…

Adapter son habitat à son environnement

L'espace nous appartient quand nous en faisons l'usage. Rien ne nous empêche de le squatter si ce n'est de subir une répression de plus en plus forte. A nous de faire valoir le droit relatif à la propriété d'usage. Paroles d'un grand-père d'Ariège : « La Terre est à celle qui la travaille » qui pourraient se transposer « L'espace est à celui qui l'aménage pour y vivre ». Aménager sa maison mais aussi l'espace avoisinant en commun parce que nous y vivons, croisons des gens tous les jours. Premier acte aussi de subversion par rapport à un pouvoir qui opresse des populations. Ce même pouvoir a peur de l'organisation pas des émeutes. Les événements à Paris dans certaines cités en témoignent : bien

Le principe de l'autoconstruction réside dans le fait de dire que l'habitat n'est pas l'affaire de spécialistes mais de qui veut imaginer son lieu de vie. L'autoconstruction nécessite une adaptation à son environnement par les matériaux utilisés pour la construction (récup en ville par exemple et matériaux locaux). La proposition qui sera faite lors de la rencontre à Toulouse sera de construire ensemble une maison contructible en matériaux récupérables dans leur ensemble en ville. (palettes, paille, terre, sable, grillage, bois).

networking struggles since
1998
PGA
people's global action